

Qu'en pensons-nous ? Des groupes de parents s'expriment

Une démarche de recherche participative visant à favoriser une prise de parole de parents et de citoyens, en appui aux services intégrés en périnatalité et petite enfance (SIPPE)

Isabelle Laurin (Direction de santé publique)
Jean-François René (Université du Québec à Montréal)
Nicole Dallaire (Université de Sherbrooke)
Francine Ouellet (Direction de santé publique)
Annie Devault (Université du Québec à Hull)
Geneviève Turcotte (Institut de recherche pour le développement social des jeunes)

2008

Qu'en pensons-nous ?

Des groupes de parents s'expriment

Une démarche de recherche participative visant à favoriser une prise de parole de parents et de citoyens, en appui aux services intégrés en périnatalité et petite enfance (SIPPE)

Isabelle Laurin (Direction de santé publique)

Jean-François René (Université du Québec à Montréal)

Nicole Dallaire (Université de Sherbrooke)

Francine Ouellet (Direction de santé publique)

Annie Devault (Université du Québec à Hull)

Geneviève Turcotte (Institut de recherche pour le développement social des jeunes)

2008

**Agence de la santé
et des services sociaux
de Montréal**

Québec



Une réalisation du secteur Tout-petits, familles et communauté
Direction de santé publique
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
1301, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2L 1M3
Téléphone : 514 528-2400
www.santepub-mtl.qc.ca

© Direction de santé publique
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (2008)
Tous droits réservés

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2008
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2008

ISBN 978-2-89494-691-6 (version imprimée)
ISBN 978-2-89694-692-3 (version PDF)

Prix : 8 \$



Dans une société démocratique, les individus sont encouragés à rechercher et à raisonner ensemble, à contribuer au travail de la société, à influencer leur gouvernement et à partager entre eux pour leur plus grand profit.

Lipman

CHERCHEURE PRINCIPALE

Isabelle Laurin

ÉQUIPE DE RECHERCHE

Jean-François René

Nicole Dallaire

Francine Ouellet

Annie Devault

Geneviève Turcotte

AUTRES COLLABORATEURS

Dominic Bizot

Marie-France Blais

Salima Touareg

Louise Garnier

Marc Howard

RÉDACTION DU RAPPORT

Isabelle Laurin

Jean-François René

Nicole Dallaire

RELECTURE

Yolande Marchand

RÉVISION LINGUISTIQUE

Solange Lapierre

REMERCIEMENTS AUX ORGANISMES**COLLABORATEURS**

- CLSC de Saint-Michel
- CLE Saint-Michel
- Mon Resto St-Michel
- Kouzin Kouzine
- Relais des jeunes mères
- Organisation populaire des droits sociaux de Saint-Michel
- Front commun des personnes assistés sociales
- Maison de la famille Saint-Michel
- Halte Répit Hochelaga-Maisonneuve
- Carrefour familial Hochelaga
- Regroupement Entre-Mamans
- Fondation de la Visite
- Répit Providence
- Cuisine collective Hochelaga-Maisonneuve
- Maison Oxygène
- Dopamine
- CLSC de Hochelaga-Maisonneuve
- Tandem Montréal

REMERCIEMENT SPÉCIAL

Aux parents de Saint-Michel et de Hochelaga pour leur précieuse participation, leur générosité et leur confiance.

FINANCEMENT

Le projet de recherche a bénéficié d'une subvention conjointe de la direction de santé publique/Agence de la santé et des services sociaux de Montréal et du GRAVE-ARDEC (Groupe de recherche et d'action sur la victimisation des enfants - Alliance de recherche pour le développement des enfants dans leur communauté.

Mot du directeur

Le déploiement du programme Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité (SIPPE) s'inscrit dans les efforts de la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal pour soutenir les parents et améliorer les conditions de vie des familles.

Le présent rapport de recherche vient appuyer le programme SIPPE particulièrement en ce concerne le volet soutien à la création d'environnements favorables. Ce volet privilégie la participation des parents confrontés à la pauvreté et à l'exclusion sociale pour les inciter à jouer un rôle actif dans la détermination de leurs besoins et des interventions à mettre en place pour y répondre. C'est dans cette perspective que l'équipe de recherche a convié des parents de deux quartiers de Montréal à participer à une démarche de recherche participative qui visait d'abord à documenter leur vécu social et à expérimenter un processus de groupe favorisant le développement de l'*empowerment* collectif.

De ce rapport émerge un constat : le chemin parcouru avec les parents participants illustre combien les conditions nécessaires au bien-être des familles vulnérables et appauvries relèvent d'abord du passage à l'action, d'un dialogue ouvert, courageux et continu entre les parents et les acteurs du milieu. Des activités qui, au cœur de l'intervention, contribuent à la mise en place des politiques publiques. L'expérience témoigne aussi de la complexité des processus en jeu. Un exercice de construction de nouveaux savoirs – à partir d'une animation de groupe orientée vers l'*empowerment* collectif et d'une mobilisation des milieux institutionnels et communautaires – dont l'objectif est de rendre possible une réelle participation des parents.



Richard Lessard, M. D.
Direction de santé publique
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Table des matières

INTRODUCTION	1
LES FONDEMENTS THÉORIQUES	2
1. DU RISQUE À LA DÉSAFFILIATION : LA VULNÉRABILITÉ	2
2. SUJET ET AGIR RÉFLEXIF : LA RENCONTRE DE L'AUTRE.....	3
3. TRAVAIL DE GROUPE ET EMPOWERMENT.....	5
4. LA RECHERCHE PARTICIPATIVE.....	6
DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	8
PLANIFICATION ET DÉROULEMENT DES RENCONTRES	9
RÉSULTATS.....	11
1. ANALYSE DE PROCESSUS : HOCHELAGA.....	11
1.1 La démarche de groupe	11
1.2 Les démarches post-groupe.....	19
1.3 Discussion	20
▪ Un espace d'affirmation et de participation	20
▪ Vers une participation au changement social ?	22
2. ANALYSE DE CONTENU : PRÉSENTATION DU POINT DE VUE DES DEUX GROUPES	23
2.1 Saint-Michel	24
2.2 Hochelaga	27
2.3 Les suites dans le milieu	31
2.4 Discussion	32
CONCLUSION	36
RÉFÉRENCES.....	37

Introduction

La recherche participative qui fait l'objet du présent rapport a été proposée dans l'objectif de soutenir l'intervention dans le cadre des Services intégrés en périnatalité et petite enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité (SIPPE). Initiative nationale de santé publique déployée dans tous les territoires de CSSS du Québec, les SIPPE visent notamment à soutenir la création d'environnements favorables à la santé et au bien-être. On y privilégie le renforcement de l'empowerment collectif, un processus qui implique de reconnaître le potentiel des familles à agir sur leur environnement et la nécessité de le faire avec la communauté, c'est-à-dire les partenaires du milieu. Ainsi, les SIPPE privilégient, par l'approche de groupe notamment, la participation des parents pour déterminer les problèmes et les besoins et pour choisir les solutions et les mettre en œuvre (Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2004).

Nous avons élaboré ce projet à titre de chercheurs préoccupés par la pauvreté et l'exclusion et intéressés à mener des projets de recherche qui, tout en apportant de nouveaux éclairages sur le plan des savoirs, favorisent l'empowerment et l'action sociale.

C'est pourquoi nous avons proposé à des parents de participer à une démarche qui les a amenés à partager leur expérience sociale de parent et à expérimenter un processus de groupe favorisant le développement de l'empowerment collectif.

Le présent rapport comprend trois parties. D'abord, le cadre de référence, qui présente les perspectives théoriques sous-tendant notre recherche, suivi de notre démarche méthodologique. Viennent ensuite les données de recherche présentées sous deux formes, une analyse de processus de groupe et une analyse de contenu. Une discussion accompagne chacune des analyses.

Les fondements théoriques

1. DU RISQUE À LA DÉSAFFILIATION : LA VULNÉRABILITÉ

Au point de départ, les femmes et les hommes que nous cherchions à rejoindre étaient considérés pauvres et vulnérables. À nos yeux, la vulnérabilité doit être envisagée comme la résultante de contextes de vie et de processus sociaux qui tendent à fragiliser certains individus, les rendant plus sensibles que d'autres aux changements structurels, ce qui produit une certaine désaffiliation (Castel, 1994). Ce concept de vulnérabilité renvoie à un affaiblissement ou une absence de liens sociaux et économiques, à une perte de reconnaissance sociale ou à une faible reconnaissance sociale, à une privation de repères, de modèles et de sens à donner à leur projet, ainsi qu'à une souffrance sociale qui touche « infailliblement à l'expérience de non-appartenance au monde » (Châtel, 2003 : 25).

Premièrement, soulignons que les familles vivant en milieu d'extrême pauvreté sont généralement confrontées à une faible insertion économique, tributaire de sociétés où perdurent une certaine précarité des modes de vie (Halpern, 2006). Pour ces familles sans emplois stables, les recherches tendent à démontrer que les conditions de vie ne se sont guère améliorées ces dernières années (Rapport, 2002). À cette relative exclusion du monde du travail se superposent des difficultés sur le plan socio-relationnel. Les parents que nous désirions rejoindre entretiennent souvent peu de liens avec leur famille, les voisins et les réseaux d'entraide et communautaires qui composent leur entourage, et « qui pourront, qui voudront, qui sauront être présents lorsque surviendra un tracas de santé, un drame affectif, un revers professionnel ou patrimonial » (Foucaud et Piveteau, 2000 : 72). À cela s'ajoute leur difficulté à se sentir à l'aise avec les ressources institutionnelles, que ce soit l'école de leurs enfants ou les institutions locales de santé et de services sociaux (Conseil de la famille et de l'enfance : 65-68). Il se dégage de cette situation l'image d'un « individu négatif » (Castel, 1994), « envisagé non pas à partir de la promesse de sa progression, mais au contraire à partir de sa sortie, de sa soustraction de la vie sociale, de ses collectifs et de ses activités relationnelles » (Ravon, 2005 :44).

Deuxièmement, conséquence de leur faible intégration économique, ces parents portent en eux un sentiment de honte, se percevant comme sans place, sans pouvoir, sans reconnaissance, un peu en dehors du rapport social (Soulet, 1998 : 31). Qui plus est, ils ont plus souvent qu'autrement l'impression que l'on ne reconnaît guère socialement leur engagement au quotidien dans l'éducation de leurs enfants. Trop souvent, ils se sentent jugés, évalués et questionnés quant à leur capacité de parents, confrontés à une continuelle présomption d'incompétence (Conseil de la famille et de l'enfance : 65), qu'ils vivent souvent comme une injustice, un « déni de reconnaissance » (Renault, 2006 : 37). Comme le souligne Jean Bédard, ces familles « luttent non seulement pour leur survie, mais aussi et surtout pour la conservation d'un minimum de dignité » (Bédard, 1998 : 19).

Troisièmement, leur « travail » pour être de bons parents demeure fragilisé par un manque de repères et de modèles et par cette propension actuelle à la complexification du rôle de parents (Conseil de la famille et de l'enfance : 65). Difficile donc de s'y retrouver quand les normes, les traditions, les héritages font faux bond, alors qu'il n'y a pas si longtemps les balises familiales, culturelles et de classe encadraient l'entrée dans la vie adulte et la manière d'être parent. Mais être père ou mère aujourd'hui exige une constante redéfinition des rôles et des normes, qui ne sont plus clairement établis (Dubet, 2006 : 55). Comme le souligne Lipovetsky, « les nouveaux désaffiliés surgissent dans une société qui, pour être extrêmement inégalitaire, n'en est pas moins, dans le même temps, hyperindividualiste, autrement dit dégagée du cadre culturel et social des classes traditionnelles » (2006 : 175).

Enfin, il faut signaler la souffrance sociale qui traverse la vie de bien de ces familles, ce qui démontre le cumul de ces processus sociaux producteurs de vulnérabilité (Renault, 2006 : 340). Cette souffrance prend assise dans l'expérience de ces mères et de ces pères, marquée par des événements douloureux issus de l'enfance ou d'événements plus récents. On pense ici à des épisodes de violence conjugale, d'abus divers, de placement d'enfants, etc. (Ouellet, René et al. 2000). Comme le fait remarquer Jocelyne Lamoureux, une telle souffrance, qui conduit à « une certaine inutilité, à une inespérance » (2001 : 33), est aussi tributaire « des contextes socioculturels, des réactions, des échos perçus dans le regard, les paroles, le comportement des autres » (ibid : 32). Ici, « la double logique du marquage, du stigmat, fonctionne à plein régime : d'abord dans l'unidimensionnalité » (ibid : 31), que peut prendre l'identité du parent, généralement une mère, monoparentale, vivant de l'aide sociale, ainsi que, de manière plus globalisante, du fait que ces personnes sont perçues à travers une lecture dominée par le mépris » (ibid).

2. SUJET ET AGIR RÉFLEXIF : LA RENCONTRE DE L'AUTRE

En nous inscrivant dans le sillon de la recherche compréhensive (Charmillot et Dayer, 2007 : 132), nous postulons au départ que, placées dans des circonstances favorables, les personnes en situation d'oppression sont en mesure de donner du sens à leurs actions et aux circonstances qui affectent leur vie. Elles sont aptes à se définir au-delà des rôles et normes sociales et de s'éprouver comme des êtres intentionnels, capables de s'inscrire dans un mouvement créateur. En quelque sorte, la démarche de recherche doit leur permettre de sortir d'une posture aliénante qui les coupe de leur expérience sociale, de donner du sens à leur vie et de commencer à se réapproprier leur vie par la biais d'une démarche qui permet de « réfléchir sa trajectoire ».

Sur le plan épistémologique, cette recherche s'inspire d'abord de la sociologie du sujet et de l'acteur. Chez Touraine, la notion d'acteur est étroitement liée à l'idée de sujet (Touraine, 1992), par la conception d'un acteur social en construction, ce qu'on appelle le travail de l'acteur. Dans ce cadre, il nous semble utile de définir les notions d'intentionnalité de l'acteur et sa réflexivité. À partir d'études réalisées auprès de personnes vulnérables, Jocelyne Lamoureux souligne que le processus de devenir sujet prend forme à travers la volonté de transformer son vécu en expérience, de se réapproprier sa souffrance sociale et de chercher à modifier son environnement : « tout cet effort pour vaincre les sentiments de relégation, de mépris, d'humiliation, d'impuissance, à retrouver une dignité. Tout ce

travail pour faire sens du vécu, se le réapproprier en expérience, afin de devenir relativement en mesure de décider de la suite, pour soi et avec d'autres, du devenir commun » (Lamoureux, 2004 : 36). Pour Lamoureux, travailler sur soi, « c'est comprendre ce qui arrive, en faire sens, s'en distancer, consciemment acteur de ce qu'il adviendra » (Lamoureux, 2001 : 40).

Faire émerger l'expérience personnelle et collective et lui donner du sens, en faire une expérience qui n'est plus occultée, mais partagée par la société, c'est d'abord affirmer que les « problèmes » ne peuvent être compris en dehors de la façon dont les personnes concernées se les représentent, c'est-à-dire en prenant en compte leur point de vue sur le monde. C'est ensuite co-construire avec eux la définition des problèmes et l'élaboration des solutions, car l'action n'a de sens que si elle provient d'un travail de mise en lumière de l'expérience vécue, individuellement ou collectivement. Un tel processus ouvre la porte à l'action collective, dans la mesure où il participe de la « défense de la liberté, de la dignité et même certainement de la justice » (Touraine et Khosrokhavar, 2000 : 123). Ici, il importe de rappeler que « la construction de l'expérience sociale se présente comme (...) une épreuve obligeant les acteurs à s'engager, à se "motiver" » (Dubet et Martucelli, 1998 : 183). Devenir sujet ne se fait donc pas sans douleur, dans la mesure où « l'individu devient un sujet autonome dans la distance et dans le conflit » (idem).

Un tel travail sur soi, qui participe d'une démarche réflexive, semble être devenu un incontournable dans notre modernité avancée (Giddens, 1997). Comme le souligne Martucelli, « la subjectivité apparaît (...) comme un résultat collatéral de la réflexivité » (Martucelli, 2002 : 509). La réflexivité désigne « le besoin qu'a l'individu, au milieu des cadres traditionnels insuffisants, de parvenir à agencer ses actions de manière plus autonome » (Martucelli, 2002 : 512). Dans le contexte actuel, les agents sont appelés « à transformer leur soi au travers d'un projet réflexif, et par la production d'un récit de soi (...). Dans cet effort, il s'aide d'une profusion de moyens réflexifs comme les thérapies, des manuels, des articles de revues, des interventions de spécialistes et, bien sûr, des programmes de télévision (...). Le soi est un projet réflexif permanent, explicité » (Martucelli, 1999 : 530).

En ce sens, le processus de réflexivité passe par une prise de conscience personnelle : « l'individu se construit dans sa singularité lorsqu'il met en œuvre cette compétence réflexive qui consiste en l'examen des pratiques sociales » (de Singly, 2005 : 81), à partir de savoirs, d'interactions diverses, etc. Il ouvre la porte à une capacité de remettre en question des « schèmes » de fonctionnement qui font obstacle à cette appropriation, ce que Mezirow appelle une remise en question des prémisses (2001). Ce questionnement va au-delà d'une démarche d'introspection, qui « n'implique aucune vérification de la validité de l'acquis antérieur, et par là est non-réflexive » (Mezirow, 2001 : 125). Par contre, la réflexion sur les prémisses suppose « une prise de conscience du pourquoi nous pensons et agissons comme nous le faisons, et des raisons et conséquences de nos habitudes de jugements » (ibid.). C'est ce que l'on appelle l'agir réflexif, qui ouvre la porte à un questionnement des présomptions et à une réévaluation de la manière de réagir, de classer, de juger, en relation avec les valeurs intégrées souvent inconsciemment.

Devenir sujet réflexif exige donc des individus une mise en action, en projet au sein d'environnements qui sont propices au développement de cet espace de liberté et de construction de soi, car « l'individu se conçoit lui-même (...) autant dans ses relations avec soi qu'avec les autres » (Martucelli,

2002 : 441). Comme le souligne Roelens, « nous avons besoin des autres pour élaborer notre expérience, car une expérience qui est passée sous silence a tendance à corroder la subjectivité de celui qui l'a vécue » (Roelens, 2003, p. 319). Dans une telle démarche, la rencontre de l'autre semble donc essentielle.

Le développement d'un nouvel agir familial, qui participe d'une démarche qui prend appui sur l'expérience personnelle, se réalise donc avec et par la rencontre d'autrui. L'autre pouvant être d'autres parents, des intervenants, mais aussi, des décideurs ou des personnes plus proches des lieux de pouvoir et d'autorité. C'est dans ce cadre que le processus d'affiliation prend tout son sens et favorise la re-mise au monde de personnes exclues. En résumé, on peut dire que, devenir moins vulnérable, c'est devenir un peu plus sujet de sa vie, un travail à la fois symbolique et réel, qui peut permettre de commencer à s'en sortir avec d'autres, à la fois comme parents et comme citoyens.

3. TRAVAIL DE GROUPE ET EMPOWERMENT

Au début de la démarche de recherche, nous souhaitons placer les parents dans un cadre leur offrant l'occasion : de s'approprier un peu mieux leur expérience sociale, dont celle de parents et de citoyens; de réaliser ce travail d'acteur qui s'efforce de se distancier des rôles et des normes; de décoder les croyances, les attentes perçues et les préjugés; d'éprouver l'effet des conditions de vie, des opportunités et obstacles qui sont les leurs sur la façon de se définir ; et enfin, d'agir comme parent et citoyen.

Comme le vécu de parents en situation de grande pauvreté ne peut qu'être associé à l'expression de la souffrance, il s'ensuit que la démarche de recherche doit se réaliser à l'intérieur d'un processus d'appropriation graduel. Jean Bédard (2002) rappelle que le sens de l'expérience de parent n'est pas accessible immédiatement et qu'il faut créer un espace pour qu'il prenne forme. Il s'agit donc de faire émerger graduellement ce sens dans une approche interactive, axée sur une démarche collective d'analyse du rôle de parent, qui relie l'expression de la souffrance à l'analyse des structures d'opportunité et de distribution du pouvoir.

Un contexte de groupe semble réellement propice à ce travail de l'acteur que nous proposons de faire avec les parents. Le groupe crée un espace de participation sociale qui suppose « un travail sur soi autant que travail avec les autres » (Donzelot et Mével, 2002 : 86). Cela favorise la « déstigmatisation de la victime pour qu'elle ne soit plus traitée comme un être à part puisque ça peut arriver à tout le monde » (Ion, 2006 : 41). Le travail de groupe expose aussi les participants à une diversité de points de vue et de stratégies. Ceci leur donne l'occasion d'accroître leur compréhension d'une expérience ou d'un phénomène, de s'enrichir de la confrontation des divergences d'opinion et de s'ouvrir à de nouvelles perspectives (Turcotte et Lindsay, 2001). Le sens de l'expérience sociale est ainsi co-construit, comme le souligne Mezirow (2001).

« La transformation de perspectives est un processus social impliquant souvent des points de vue exprimés par d'autres, point de vue que nous avons commencé par trouver discordants, déplaisants et menaçants, mais que nous avons fini par admettre

qu'ils étaient indispensables pour traiter de nos expériences. Nous attendons des autres qu'ils communiquent des perspectives alternatives éventuellement susceptibles d'expliquer nos dilemmes. »

Les groupes orientés vers l'empowerment encouragent leurs membres à développer une dynamique d'échanges autonomes autour des problèmes qui leur semblent fondamentaux. L'action des « facilitateurs » se situe sur le plan des processus favorisant un questionnement critique face à leurs situations problématiques, ce qui permet aux participants d'examiner leurs difficultés et les solutions, envisagées à la fois à l'échelle individuelle, mais également culturelle, sociale et politique (Lee, 2001). Ce développement d'une conscience critique à l'égard des rapports d'oppression que sont susceptibles de vivre les parents en situation de grande pauvreté – c'est-à-dire stigmatisation, préjugés, difficultés d'accès aux ressources et aux espaces de parole, difficulté d'exercer leur citoyenneté – constitue une dimension clé de ces pratiques de groupe (Breton, 2002 ; Cox, 2001 ; Lee 2001 ; Mullender et Ward, 1991). L'engagement dans un processus d'empowerment comporte plusieurs dimensions: une revue critique des attitudes et croyances sur soi et son environnement sociopolitique ; la validation de son expérience à travers l'interaction collective ; l'acquisition de connaissances et d'habiletés liée à la pensée critique et à l'action sociale ; et l'action entreprise en vue d'un changement personnel et politique (Guiterrez, Parsons et Cox, 1998, cité dans Cox, 2001 : 46).

4. LA RECHERCHE PARTICIPATIVE

Depuis quelques décennies, de nombreux courants de recherche au Québec, dans la francophonie, et surtout dans le monde anglo-saxon, ont vu le jour afin de favoriser une plus forte participation des personnes et des communautés directement concernées par la question : il s'agit notamment de la recherche-action, de la recherche participative, de la recherche collaborative, etc. Ces courants visent autant à développer des connaissances utiles à la communauté qu'à favoriser, par le processus même de recherche, l'empowerment des personnes participantes.

En ce sens, ce type de recherche s'intéresse autant aux données recueillies qu'au processus de prise en charge qui accompagne la cueillette de ces données. S'inscrivant dans un courant assez souvent développé dans le monde anglo-saxon, Reason (1994) souligne que la recherche-action de type participative (*Participatory Action Research/PAR*) poursuit deux grands objectifs : d'une part, faire émerger des connaissances et déterminer les modes d'action que peut s'approprier la communauté au sein de laquelle se déroule la recherche ; d'autre part, proposer un processus de recherche qui permet de développer une conscience critique favorisant l'empowerment (Reason, 1994).

Dans un travail de synthèse présentant les travaux dans le domaine, Marlène Dallaire (2002) souligne que ce que nous appellerons la recherche participative renvoie aux trois caractéristiques suivantes : un parti pris initial favorable aux personnes exploitées ou opprimées ; la volonté de répondre à des besoins réels ; et le soutien à l'empowerment des communautés, en prenant conscience des enjeux politiques d'une telle approche (Dallaire, 2002 : 5). Ce type de recherche met l'accent sur « le partage du pouvoir entre les chercheurs et leurs objets/sujets de recherche, dans une dynamique de

partenariat » (Dallaire, 2002), favorisant l'établissement d'un dialogue constant et de rapports non hiérarchiques.

Ces constats rejoignent des travaux réalisés au Royaume-Uni et au Canada portant sur différentes recherches participatives réalisées avec des personnes pauvres (Bennett et Roberts, 2004 ; Baker Collins, 2005). En termes d'impact, on y souligne que ce type de recherche permet d'accéder à des informations difficilement disponibles autrement, qu'ils renforcent le droit des personnes pauvres à mettre de l'avant leur propre réalité et créent ainsi une opportunité d'influencer les politiques et les pratiques (Bennett et Roberts, 2004 : 57). En ce qui a trait aux processus mêmes de recherche, la recherche participative se doit de « favoriser au maximum l'expression et l'émergence de la parole des enquêtés » (Mayer, Ouellet et al., 2000 : 303). En prenant part aux discussions, les participants sont plus en mesure de prendre conscience que leur opinion compte, de s'approprier les visées des politiques et des programmes en place et d'être à même d'explorer des solutions adéquates pour leur propre futur (Baker Collins, 2005 : 26). On part donc d'une reconnaissance de leur expérience (Khanlou et Peter, 2005 : 2338) pour finir par ouvrir la voie à une plus grande capacité d'action des personnes concernées (Hall, 1981).

Démarche méthodologique

La démarche a débuté en 2004 avec un premier groupe que nous avons rencontré pendant cinq semaines dans le quartier Saint-Michel (Ouellet et Laurin, 2004). Il s'agissait d'une expérience pilote qui nous a permis d'établir les conditions nécessaires au bon déroulement de la démarche, soit principalement de travailler en partenariat avec les milieux et d'offrir aux participants un service de garde et de transport. Par la suite, nous avons rencontré deux autres groupes pendant 10 semaines à raison d'une heure et demie par semaine. Le groupe de Saint-Michel était composé exclusivement de mères et celui de Hochelaga-Maisonneuve était mixte.

Étant donné que cette démarche de recherche participative vient appuyer les SIPPE, elle a été réalisée en partenariat avec les comités issus des tables de concertation des SIPPE dans les deux territoires concernés. Ces comités ont participé à la mise en place de la démarche, au recrutement des participants, au suivi des rencontres et à la diffusion des résultats. En outre, ils ont désigné un intervenant pour co-animer les trois groupes avec la chercheure afin d'assurer un lien entre le groupe de parents et le comité.

Les noms des participants recrutés étaient communiqués aux animateurs, qui réalisaient une entrevue de pré-sélection à domicile afin d'effectuer un premier contact, de présenter le projet et la collaboration attendue et de répondre aux questions des futurs participants. Pour être admissibles, les participants devaient répondre aux critères des SIPPE, soit être prestataires de la sécurité du revenu et n'avoir pas terminé le secondaire 5. Pour réaliser nos objectifs de recherche, nous les invitons à venir partager leurs préoccupations familiales et sociales, à donner leur point de vue sur le quartier (les services, l'environnement, les loisirs, le logement, la sécurité et autres), à réfléchir ensemble à leur implication ou leur contribution pour changer les choses dans le quartier et à découvrir leur capacité d'agir comme parent, homme, femme et citoyen. Ils ont été informés qu'il s'agissait d'un projet de recherche participative relié aux SIPPE, que nous les sollicitons à titre de parents experts, et que leurs préoccupations, opinions et besoins seraient transmis à l'équipe de coordination du programme. De plus, au terme des rencontres, ils participeraient à la diffusion des résultats. Les participants ont été rémunérés pour leur précieux investissement.

Le groupe de Hochelaga comptait trois hommes et six femmes et celui de Saint-Michel uniquement des femmes, au nombre de sept. Les participants, âgés entre 19 et 31 ans, étaient pour la majorité monoparentaux, avec deux enfants ou plus en bas âge. Au fil des rencontres, quelques participants ont dû s'absenter, mais nous avons toujours pu compter sur une bonne participation.

Il est important de souligner que les parents recrutés étaient liés aux SIPPE de par leur participation à des activités (cuisine collective, ateliers de stimulation précoce, rencontre parents-enfants, etc.) se déroulant dans des organismes communautaires ou au CLSC, qui sont directement financées par les SIPPE dans le cadre du volet environnement favorable. Quelques parents ont été suivis à domicile dans le cadre du volet « accompagnement des familles » des SIPPE, mais ce n'était pas un critère de sélection.

PLANIFICATION ET DÉROULEMENT DES RENCONTRES

Conformément à nos fondements théoriques, nous avons considéré les participants comme des sujets-acteurs dont le point de vue, sur leur vécu, leurs besoins, leurs environnements sociaux et les solutions envisagées, pour accroître leur bien-être, est indispensable au développement de projets d'action et de programmes dans lesquels ils se reconnaissent et peuvent s'investir. De plus, l'animation était orientée vers l'empowerment collectif du groupe. Cette posture commande un maximum de liberté et de souplesse dans l'orientation des rencontres et exige de partager le « leadership » du groupe. Par ailleurs, les chercheurs souhaitent aussi entendre les parents s'exprimer sur certains thèmes précis, par exemple les SIPPE ou certains outils de prévention qui leur sont destinés. Les rencontres ont donc été planifiées en s'efforçant de réconcilier ces deux aspects. Nous avons adopté quelques principes de base afin d'orienter l'animation : expliquer clairement les objectifs de chaque rencontre et obtenir l'adhésion du groupe ; être attentifs aux besoins des participants d'exprimer les sentiments et les expériences, souvent douloureuses, que le vécu du groupe ravive ; favoriser une dynamique de soutien mutuel ; rendre clair aux yeux des parents que le programme des rencontres, en particulier le choix des thèmes, est co-construit par eux et les chercheurs ; stimuler le développement de la conscience critique et encourager à l'action.

Les rencontres ont été animées à l'aide d'outils empruntés à la pratique d'éducation populaire (Ampleman, Doré et al., 1983) ou à d'autres recherches participatives (Colin, Ouellet et al., 1992) et certains ont été développés sur mesure, suivant les besoins de la démarche. Les outils servent de déclencheurs pour éveiller l'intérêt, faciliter la réflexion individuelle et du groupe autour des thèmes proposés et enclencher la discussion. Ils ont pris diverses formes, telles que : photolangage, sketches, bulletin de nouvelles, vidéos, objet-langage, exposition de photos par les participants, etc.). Il est important de souligner que le choix de certains outils déclencheurs, par exemple la présentation des SIPPE ou la présentation d'une vidéo sur l'éveil à l'écriture et la lecture, ne visait pas à en juger le contenu, mais plutôt à recueillir la perception des parents sur les services ou outils qui leur sont destinés.

Les rencontres comptaient deux parties distinctes, la première permettant de revenir sur des thèmes des semaines précédentes qu'il nous paraissait important d'approfondir, les nouveaux thèmes faisant l'objet de la seconde partie. Le programme était très souple et il était prévu de renoncer aux activités planifiées si le vécu du groupe le justifiait. Ces conditions d'animation font que les thèmes abordés varient d'un groupe à l'autre ainsi que les outils déclencheurs pour animer un même thème.

Les rencontres ont été enregistrées et filmées. Une synthèse hebdomadaire était réalisée, accompagnée des commentaires échangés « à chaud » par les deux co-animateurs à la fin des rencontres. Les deux animateurs et l'un des chercheurs de l'équipe se réunissaient chaque semaine pour planifier les rencontres subséquentes à partir des synthèses. Ce matériau permettait d'assurer une cohérence dans l'enchaînement des rencontres, de traduire au groupe ce qu'ils avaient saisi du processus en cours, ou encore d'effectuer un retour sur des échanges d'une rencontre précédente.

Par la suite, nous avons procédé à des synthèses globales qui, en fonction du déroulement des travaux, ont donné lieu à des productions distinctes. Pour le groupe de Saint-Michel, nous avons réalisé une analyse thématique du contenu des rencontres. Dans le cas de Hochelaga, nous avons d'abord procédé à une analyse du processus (Laurin, René et al., 2007), ce qui a permis de faire émerger le contenu thématique propre à ce groupe. Nous avons finalement comparé les contenus des deux groupes afin d'en arriver à une analyse plus générale.

Résultats

La présente section comporte deux parties. En premier lieu, l'analyse de processus de groupe que nous avons menée pour le groupe de Hochelaga et, en second lieu, l'analyse de contenu réalisée pour les deux groupes, chacune accompagnée d'une discussion. Certains extraits se répètent, dans le cas du groupe d'Hochelaga, car ils ont été utilisés à la fois pour décrire le processus de groupe et le contenu émergeant des rencontres.

1. ANALYSE DE PROCESSUS : HOCHELAGA

Voici d'abord les moments charnières dans l'évolution du groupe et les discussions qui ont été significatives à l'égard du vécu social de parent. Les résultats sont présentés dans un ordre chronologique et sous une forme narrative.

1.1 La démarche de groupe

La démarche est lancée : critique générale de la société

Dès cette première rencontre, le groupe adhère à la démarche et va dans le sens des objectifs fixés par les animatrices. Le premier commentaire spontané d'un des participants au moment où nous discutons des consignes, en particulier la tolérance, donne le ton : « *ça ne se fait pas beaucoup dans notre société actuelle, la tolérance, particulièrement de la part des bons-hommes à cravate* ».

Pour la première rencontre, notre principal objectif était de préciser le cadre de travail dans lequel se déroulerait l'ensemble de la démarche et aussi de créer un climat de confiance entre les participants et les intervenants pour que les parents décident de s'engager dans ce processus de 10 semaines. Nous avons d'emblée insisté sur la dimension participative de la démarche et notre volonté que celle-ci conduise à une action citoyenne.

Il nous importait dès le départ de nous entendre sur des consignes de fonctionnement. Dans ce sens, nous avons demandé aux participants de lire à voix haute des vignettes sur lesquelles figuraient les consignes liées à la confidentialité, au respect, etc. Ils étaient invités à commenter ou à réagir à tour de rôle. Cette façon de faire, qui laisse place à leurs réactions, nous semblait permettre d'amorcer une participation à la prise de décision fondée sur l'intérêt commun du groupe.

Invités à partager leurs préoccupations de vie, les participants expriment le sentiment d'être trompés par les politiciens, de se faire avoir en étant sous-payés, d'être maintenus dans l'ignorance à l'égard des droits et de subir la violence qui est partout. Déjà à cette première rencontre, une participante reconnaît qu'elle a une place dans le groupe en s'adressant à lui : *« je vous écoute parler depuis tantôt et ça me fait penser à une autre difficulté que je vis »*, pour dénoncer les préjugés et la discrimination dont les assistés sociaux sont victimes. La façon dont cette participante s'adresse au groupe introduit un premier élément de soutien mutuel provoquant un échange spontané entre les participants sur des trucs pour contourner les préjugés dont ils sont victimes de la part des professionnels de la santé (dentistes, optométristes, pharmaciens...).

Dans la dernière partie de cette première rencontre, nous souhaitons permettre l'expression spontanée d'émotions ainsi qu'amorcer la discussion sur leurs préoccupations de vie. Il nous importait dès cette première rencontre de faire ressortir ce qui leur était commun, ingrédient essentiel au développement d'un sentiment d'appartenance au groupe.

Dès cette première rencontre, une prise de parole spontanée et affirmative de plusieurs participants se produit, portant sur une critique générale de la société liée à leur propre expérience. En ce sens, la démarche permet déjà de faire émerger et de nommer des aspects de leur expérience de parents et s'inscrit dans une dynamique d'analyse critique qui met en cause l'organisation sociale.

Parole critique et parole personnelle : une dynamique d'entraide et d'écoute s'installe dans le groupe

C'est à partir de la deuxième rencontre que l'on observe l'émergence d'une dynamique d'entraide et de réflexion très forte au sein du groupe. Une mère s'est présentée à la rencontre en demandant aux animatrices si elle pouvait partager avec le groupe une histoire d'abus sexuel dont sa fille avait été

Rencontre 2. Nous souhaitons que les participants sachent qu'il y avait, malgré nos programmes de recherche, des moments pour partager leur vécu spontanément. Nous avons planifié d'amorcer la rencontre par un tour de table afin que les participants racontent comment s'était passée leur semaine.

victimisée dans les jours précédents. Le cas de ce parent a trouvé écho chez un autre parent qui a vécu des événements semblables, qui a nommé les sentiments que cela fait vivre et a parlé de l'impuissance que l'on ressent quand on demande de l'aide et qu'on n'en reçoit pas : *« quand une affaire comme ça arrive, on se sent bien démunis. C'est le free for all dans le cerveau d'un parent quand une histoire d'abus arrive »*. Les participants ont pris conscience en groupe du manque de ressources offertes aux parents confrontés à ce genre de situation et ils ont amorcé une réflexion critique sur les services institutionnels. Quant à la participante, elle a témoigné que le fait de s'être adressée au groupe lui a apporté un soulagement : *« ça fait du bien de rencontrer quelqu'un qui vit le même calvaire [...], je ne suis pas toute seule avec le problème »*.

Dans cette deuxième rencontre, en deuxième partie, le groupe s'est impliqué dans la synthèse des discussions de la semaine précédente et en a fait la même lecture que les animatrices et les chercheurs. La façon de s'exprimer, utilisant le *nous* ou les diverses formules ci-après, marque une appartenance au groupe : *« on est à la bonne place je pense bien [...], ce qu'on voulait tous pour notre quartier, c'est un endroit spécifique pour les prostituées ».*

Dans la deuxième rencontre, nous avons prévu de faire une synthèse en groupe de la première rencontre. Animatrices et chercheurs avaient auparavant dégagé certains thèmes et sentiments exprimés et souhaitaient valider le fruit de leurs constats avec le groupe. De plus, certains thèmes communs au groupe n'avaient pas été approfondis, et nous souhaitions aller plus en profondeur dans les discussions.

L'approfondissement de certains thèmes révèle leurs différences quant à leur vécu de parent. Ils commencent à s'interpeller et à s'interroger sur leurs dissemblances : « le seul voyage que je peux me permettre des fois, bien c'est de coucher dans les haltes-routières avec une tente et les enfants [...] » « Quoi ? Tu fais ça de ton plein gré ? Tu t'en vas te chercher toi-même une place pour coucher ? Tu te mets volontairement dans le trouble ? Moi j'ai été itinérant et maintenant quand je prends des vacances, je reste chez moi ».

À cette deuxième rencontre, et même la semaine suivante, c'est sur l'absence de ressources que les parents concentrent leurs critiques, allant jusqu'à dénoncer les inégalités sociales et l'exode des médecins : *« Quand tu as besoin d'un vrai coup de main pour des choses qui dépendent de la santé de tes enfants, à moins d'être plogué ou d'avoir bien de l'argent, il n'y a pas de ressources pour toi [...]. Les médecins partent tous aux États-Unis. C'est parce qu'ils ont le choix : travailler d'arrache-pied ou avoir un beau cabinet avec des planchers en marbre ».*

L'agir citoyen : volonté contre pouvoir

À la première rencontre, ils avaient déploré que *« beaucoup chialent et peu s'impliquent »*. Ayant l'impression qu'ils ne voulaient pas en rester là, nous les relançons sur ce thème. À cette troisième rencontre, il ressort que certaines causes leur tiennent à cœur (l'alcoolisme, la vache folle, le logement, la brutalité policière), mais leur vision diverge sur les moyens qu'ils privilégient pour agir et la confiance qu'ils ont dans leur pouvoir. Leurs opinions sont fondées sur des expériences passées de participation à des manifestations, ou sur la volonté de s'impliquer. Mais, au moment de la discussion, personne ne mentionne d'engagement particulier, à l'exception d'un parent. Si nous avons eu le temps, nous aurions souhaité lui laisser la parole plus longuement par suite de son témoignage positif sur son action dans des CA d'organismes du quartier : *« Oui, ça m'apporte beaucoup, mais j'apprends beaucoup aussi. C'est en apprenant qu'on gradue et que tu peux changer les choses. Je connais les organismes du quartier et je sens que j'ai plus de pouvoir ».*

À la rencontre 3, en deuxième partie, nous leur avons demandé de se prononcer sur les raisons pour lesquelles ils se sont déjà mobilisés ou non pour les causes sociales qui leur tiennent à cœur. Nous voulions ainsi amorcer la réflexion sur leur implication ou leur contribution pour changer les choses dans le quartier et ainsi découvrir leur capacité d'agir comme parent et citoyen.

Parent expert de leur vie : la continuité de l'analyse critique

La quatrième rencontre est celle qui a le plus interpellé les participants et qui semble leur avoir permis de se défouler : *« ça faisait sortir le méchant »*. Il faut dire que le type d'animation et le rôle qu'on leur avait assigné y étaient pour beaucoup. C'était la première fois que nous leur demandions de se prononcer sur un contenu très précis, qui reflète en quelque

La rencontre 4 a été consacrée à la présentation des buts et objectifs visés par le programme SIPPE, qui s'adresse à eux et qui représente la position ministérielle à l'égard des familles vulnérables dans le domaine de la santé. En outre, cette activité s'inscrivait en continuité avec le thème de la semaine précédente sur le vécu familial. Nous souhaitons connaître leurs réactions aux normes de santé qui leur sont habituellement prescrites.

sorte ce que les institutions pensent d'eux et attendent d'eux. C'est dans ce sens qu'ils ont réagi tout au long de la rencontre en poursuivant, par une prise de parole directe et rebelle, leur lecture dénonciatrice et critique. D'abord, leurs premières réactions se sont adressées au vocabulaire utilisé pour décrire la philosophie du programme en disant que les gens qui rédigent ces programmes ne vivent pas la même réalité qu'eux : *« ils regardent le monde pauvre de leur place à eux autres, pas de la place des pauvres »*. Cette mise à distance à l'égard de la classe dominante était manifeste dès la première rencontre, portée par le discours très affirmé d'un participant, mais, cette fois, elle s'est imposée par la voix de plusieurs et elle sera réaffirmée à la rencontre suivante.

La dynamique de groupe est particulière à cette quatrième rencontre : les participants ne sont pas dans une position où ils cherchent à comprendre ou à se comprendre, mais davantage à s'affirmer. Ils réagissent peu aux paroles des uns et des autres, mais leur discours converge. Nous avons l'impression qu'ils voulaient nous envoyer porter un message, comme représentantes des *« gens qui écrivent, ces programmes-là »*. Par le rôle d'expert que nous leur avons conféré, ils ont été très critiques au sujet de certains objectifs du programme. Ils affirment que les attentes perçues à l'égard des habitudes de vie semblent des valeurs imposées par les « riches », qui ne correspondent pas aux conditions économiques dans lesquelles ils vivent. Par ailleurs, ils sont favorables à l'allaitement, mais perçoivent qu'on en fait la promotion d'une façon culpabilisante et harcelante. Quant aux habiletés parentales, ils sentent que l'on ne reconnaît pas leurs capacités, ils s'indignent d'être perçus comme *« des moins intelligents, des trop niais pour élever nos enfants »*. Ils ont fait ressortir haut et fort, en donnant des exemples de ce que leurs enfants arrivaient à accomplir, qu'ils étaient fiers d'eux et qu'ils se sentaient compétents dans leur rôle parental. Ils ont eu l'occasion socialement d'exprimer cette compétence qui est la leur, car ils font face à une continuelle présomption d'incompétence.

À cette cinquième rencontre, la poursuite des échanges de la semaine précédente, en particulier ceux portant sur le sentiment d'être puni socialement pour la non-conformité aux attentes des institutions, provoque le témoignage éloquent d'un parent. Ce dernier en a gros sur le cœur des injustices du système envers les pères monoparentaux : *« les services sociaux, ils t'achalant, ils ne te lâchent pas, c'est vraiment du*

La rencontre 5. Considérant que la rencontre précédente s'était déroulée selon un plan précis, nous avons planifié à ce mi-parcours de commencer par une prise de parole libre, les invitant à nous parler de leur vécu du moment. Un deuxième moment de la rencontre a servi à revenir sur certains échanges de la semaine précédente qui avaient échappé à notre compréhension.

harcèlement et quand tu pognes les nerfs, ils te mettent la DPJ sur le dos ». Celui-ci, qui, depuis le début de la démarche introduisait un discours dénonciateur et critique, a témoigné de son passé de toxicomane, dont il s'est sorti avec « *volonté et persévérance* », et de la longue bataille qu'il a dû livrer avec la DPJ et la mère de ses enfants, toxicomane, pour en obtenir la garde. Ce témoignage a laissé le groupe sans voix. On observera ultérieurement qu'il est venu ébranler les préjugés de certaines participantes envers les pères.

Des préjugés et des prémisses ébranlées

À la fin de la cinquième rencontre, ainsi qu'à la sixième et une partie de la suivante, les participants abordent la question de la prostitution dans le quartier et ce qu'ils peuvent faire pour agir sur la situation. Ce qui nous frappe, c'est le peu d'enthousiasme manifeste en réponse aux encouragements des intervenants à agir. Ce que nous en avons compris, c'est que la

La rencontre 6. Cette rencontre, entièrement consacrée au thème de la prostitution, a été animée par les intervenants de deux organismes communautaires du quartier qui travaillent avec les personnes qui font de la prostitution. Leur venue a été l'occasion de mettre le groupe en rapport avec les ressources du quartier, ce qui nous a semblé nécessaire dans la démarche, qui visait entre autres la participation sociale.

question va bien au-delà du fait d'être dérangés par la présence des prostituées dans le quartier. Ce qui leur fait ressentir de la frustration et de l'impuissance, c'est que « *ce soit dans leur vie à ce point là, de cette façon là* », par le « *spectacle triste qui nous est donné quotidiennement* », mais aussi parce que cette réalité est présente dans leur propre trajectoire de vie et que cela leur fait mal. Ils n'ont manifesté aucune volonté de passer à l'action collectivement, privilégiant une action individuelle, celle de distribuer des brochures de l'organisme à d'autres citoyens : « *si chacun fait un petit pas, c'est comme cela que les choses changent* ».

Pour ce qui est du processus de groupe qui émerge de ces rencontres, une dimension nouvelle apparaît dans les échanges, celle de la complémentarité des points de vue dans le processus d'analyse : 1) dénoncer la situation vécue par les parents du quartier, 2) chercher à se mettre dans la peau des prostitués, 3) être critique à l'égard des solutions proposées, et 4) reconnaître les efforts de mobilisation à l'œuvre dans le quartier. Nous percevons une évolution dans la façon de réfléchir du groupe. Nous avons entendu une réflexion très riche qui va au-delà de la posture dénonciatrice des rencontres précédentes. Ce changement peut s'expliquer par la conjonction de deux éléments : d'une part, le groupe gagne en maturité et, d'autre part, ce que représente un des deux intervenants, un travailleur de rue, un marginal, un représentant de leur culture. Les intervenants ont servi de miroir au sein du groupe, ce qui a aidé les participants à se sentir reconnus et à s'autoriser à prendre une parole d'experts.

Aller plus loin dans le partage de la souffrance sociale

Le contenu qui a émergé dans la deuxième partie de la rencontre 7 nous a étonnés. Nous nous attendions à ce que les parents s'expriment sur leurs victoires à l'égard du système, car plusieurs en avaient parlé informellement au fil des rencontres. Les premières interventions sont venues de deux parents qui ont fait part des victoires dans ce sens. Il était intéressant de constater, dans les deux cas, qu'ils avaient obtenu le soutien d'un politicien qui, selon leur interprétation, leur avait fait comprendre que « *si tu veux tromper le système, il faut le contourner* ». On remarque

À la rencontre 7, en deuxième partie, nous avons réalisé l'activité des « petites victoires », planifiée dès la deuxième rencontre par suite de leurs nombreux témoignages d'impuissance envers la société et ses institutions. Nous souhaitions faire ressortir leurs petites victoires à l'égard du système dans lequel ils ont de la difficulté à occuper une place. À la lumière de nos constats hebdomadaires avec l'équipe de recherche, nous avons compris que les participants se situaient beaucoup sur le terrain de la victimisation. Nous avons planifié cette rencontre pour amener les participants à réfléchir à leurs forces. De plus, nous pensions que les témoignages des uns et des autres étaient l'occasion de se donner des moyens de prise de pouvoir.

au fil de la démarche qu'ils « encensent » ces représentants du pouvoir qui utilisent celui-ci au profit des populations marginalisées en contournant les règles établies. Ceux-ci, disent-ils, « *te font sentir comme un vrai citoyen [...] les politiciens en général sont toujours 3-4 coches en haut du petit monde. Mais il y en a qui ont l'air de vivre dans la même réalité que nous autres* ». Être reconnus, ce qui leur arrive trop rarement, semble avoir été très significatif pour eux si on en juge le ton convaincant avec lequel ils s'exprimaient. Les témoignages « victorieux » qui ont suivi ont complètement changé la dynamique dans le groupe. Plusieurs participantes ont livré des témoignages très intimes et bouleversants. Les « leaders » qui s'étaient dévoilés dans les rencontres précédentes ont sans doute fourni une base de confiance pour les autres, celles qui n'osaient pas encore prendre la parole pour partager, à leur tour, leur souffrance. Ce dont elles témoignaient, c'était de s'être choisies et d'avoir mis un terme à des relations abusives, manipulatrices et dépendantes. À cette 7^e rencontre, le groupe, par l'aide mutuelle qu'il procure, devient un espace de « reconnaissance des sentiments », un lieu où il est permis de libérer des tabous et d'exprimer sa souffrance.

La guerre des sexes n'a pas eu lieu

Dans la première partie de cette huitième rencontre, centrée sur les rôles des pères et des mères, en sous-groupe, hommes et femmes en ont profité pour se vider le cœur, se défouler entre eux, parler de leurs « ex » respectifs. Par contre, quand ils sont revenus en groupe, le ton a complètement changé et la guerre des sexes qu'ils avaient déjà prévue dans une autre rencontre n'a

Rencontre 8. On ne peut entreprendre une telle démarche avec un groupe mixte sans aborder la question des inégalités sociales entre les pères et les mères. Nous jugions qu'à cette 8^e rencontre, le groupe était mûr pour s'ouvrir à cette question délicate. Nous avons choisi de les faire réfléchir quelques minutes en sous-groupes, hommes et femmes séparés, avant d'amorcer une discussion de groupe.

pas eu lieu : *« il ne faut pas généraliser parce que sinon, on va partir d'ici et on va s'envoyer promener. Ça existe des bons pères, il y en a ici [...] » « oui, nous sommes trois »*. Les mères ont réellement reconnu la discrimination dont les pères sont victimes et les injustices que cela entraîne *« si on changeait toutes les lois demain matin, quand les parents se séparent, c'est le père qui les a 24 heures/24 et que la mère les a une fin de semaine sur deux, nous n'aurions pas de liens avec nos enfants. C'est à cause du système que les enfants n'ont souvent pas beaucoup de liens avec leur père parce que c'est nous autres les mères qui ont tout »*. Une autre participante rajoute : *« c'est beaucoup plus facile au niveau de la loi de prouver qu'un père est mauvais comparativement à une mère. Une mère doit abandonner ses enfants pour qu'un juge accorde la garde aux pères »*. Le groupe s'est rendu compte, qu'ils soient pères ou mères, ils voulaient tous le bien de leurs enfants, et que si les femmes avaient des choses négatives à dire sur le père de leur enfant, les hommes en avaient autant à dire sur la mère de leur enfant. Cette rencontre nous a marqué surtout par le fait que, à partir de leurs différences, ils se sont construits une pensée commune et que la cohésion était forte. Les témoignages des uns et des autres dans les rencontres précédentes, en rapport avec leur vécu de pères et de mères monoparentaux, appelaient au respect mutuel et favorisaient l'ouverture et l'appropriation de la perspective de l'autre.

Un outil de sensibilisation à travers le regard des personnes concernées

Au début de la neuvième rencontre, l'activité proposée semble en rebuter plusieurs. Ils réagissent mal au contenu du conte, allant jusqu'à dire *« je voulais me lever et aller peser sur STOP »*. Ils sont choqués par une phrase qu'ils jugent immorale qui explique aux enfants que les gens se piquent pour oublier leurs problèmes. Comme à la rencontre sur la prostitution, on perçoit que ce thème

Rencontre 9. Pour débiter cette avant-dernière rencontre, nous avons planifié, à la suggestion des participants, d'écouter un conte pour enfants servant d'outil de sensibilisation sur les seringues. Ce sont les intervenants venus à une rencontre qui en avaient parlé aux parents. Dans la même logique qu'à la quatrième rencontre, nous voulions leur avis d'expert sur cet outil qui est destiné à leurs enfants et qui a été produit par des intervenants des milieux communautaires et institutionnels.

touche leur sensibilité parce que cela les rejoint dans leur vécu. Ce qu'ils retiennent du conte, ce n'est pas le message que les concepteurs ont voulu livrer aux enfants - ne pas toucher aux seringues - mais plutôt *« la justification du pourquoi le gars se pique. On n'a pas d'affaire à justifier quoi que ce soit. À*

tout expliquer aux enfants, on finit par justifier et excuser tous les problèmes. C'est un fléau de notre société ».

Vivre l'altérité et oser s'approprier son expérience

Dans la seconde partie de la rencontre 9, c'est l'attitude des participants qui nous marque. Certains franchissent des limites en osant exprimer des propos discordants, voire provocants sans avoir l'air de se préoccuper des réactions du groupe. Nous sentons qu'ils ont confiance dans le groupe pour oser parler à contre-courant. Nous constatons aussi, à travers l'activité que nous leur avons proposée, qu'ils ont appris à se connaître et peuvent nommer des caractéristiques des autres participants. Ils arrivent à se dire franchement, avec humour, ce qu'ils pensent les uns et des autres et c'est fait à partir des témoignages entendus au cours des huit dernières rencontres. A nos yeux, c'est la maturité du groupe ainsi que le travail en sous-groupe qui ont permis d'atteindre cette cohésion. Quant au thème abordé, c'est avec enthousiasme qu'ils nous en parlent.

À la rencontre 9, en deuxième partie, l'activité proposée visait à introduire le thème de l'insertion sociale. Nous avons appris peu de choses sur leurs trajectoires de travail et scolaire au cours de la démarche et l'équipe de recherche souhaitait les entendre sur ce thème. Nous avons conçu un outil de démarrage un peu ludique où, en sous-groupe, ils devaient entre autres attribuer un emploi fictif à chaque participant de l'autre sous-groupe.

L'évaluation de la démarche

La rencontre 10 est différente des autres parce qu'elle est entièrement consacrée à l'évaluation de la démarche. Les parents ont très bien saisi l'importance et la pertinence de cette étape et ont répondu avec rigueur. Ils témoignent de la méfiance et du doute ressentis à la première rencontre, ne sachant pas à quoi s'attendre et se demandant qui seraient les autres participants. Par contre, dix semaines plus tard, ils disent avoir acquis quelque chose :

À la rencontre 10, deux activités étaient au programme. Dans la première partie, nous avons fait l'évaluation de la démarche. Il était important, pour nous et pour eux, de pouvoir faire ensemble le bilan du processus vécu individuellement et en groupe. Nous leur avons rappelé le contexte dans lequel ils avaient été sollicités pour participer à la démarche, soit en rapport avec un programme du ministère et qui s'adresse à eux. Nous les avons consultés à titre d'experts, nous leur avons donné une voix, et c'était important qu'ils nous parlent de ce que ça leur avait apporté de participer à notre démarche.

« je me sens comme un dictionnaire [...] je me suis découvert, j'ai des idées et je veux m'engager [...] ça m'a enrichi de parler de la société, ailleurs on parle toujours de nos habiletés parentales [...] j'ai pris conscience des divergences d'opinions, de valeurs et de priorité ». Plusieurs soulignent l'importance des apprentissages. La rencontre qu'ils ont le plus appréciée est celle où ils ont parlé du rôle de la mère et du père. Plusieurs ont déploré que nous ayons trop parlé de la prostitution : *« je me demandais à quoi ça allait servir pour nos enfants, quel vrai impact ça aurait. Ce n'est pas à huit personnes qu'on va changer quelque chose, ce que font les intervenants, c'est un plus, mais ce n'est pas assez ».*

Quant à ce que le processus de groupe leur a apporté, ils ont pris conscience qu'ils étaient tous dérangés par les mêmes choses et qu'ils venaient du même milieu. Ils ont apprécié entendre les témoignages des autres et aussi constater qu'ils pouvaient exprimer des opinions et des priorités différentes en se respectant mutuellement. Ils ont reconnu la spécificité du groupe, soit discuter du vécu social de parent, ce qui est différent des autres groupes qu'ils fréquentent et qui portent sur le développement des compétences parentales. Ils ont souligné aussi qu'au fil des semaines, les participants devenaient de plus en plus à l'aise et les animatrices de plus en plus en retrait.

1.2 Les démarches post-groupe

Une rencontre avec la conceptrice de l'outil de sensibilisation sur les seringues

Cette rencontre a eu lieu deux mois après la fin du processus de groupe et la moitié des parents y sont venus. Au terme d'une heure et demie d'intenses et riches échanges, les parents ont souscrit à cette initiative de prévention auprès des enfants, ils ont reconnu tout le travail sous-jacent à la conception de l'outil, mais ils n'ont pas changé d'idée quant à la phrase qu'ils jugeaient immorale. Ils souhaitent toujours que cette phrase justifiant le comportement de se piquer soit modifiée pour livrer un message différent, soit qu'il est néfaste de consommer de la drogue.

Deux mois après la démarche, nous avons rencontré un des deux intervenants venus faire part au groupe des commentaires des parents par suite de leur intervention, et en particulier la réaction des parents à l'outil de sensibilisation sur les seringues. Une des conceptrices de l'outil était présente et s'est montrée surprise. C'était une vision qu'elle ne connaissait pas. Elle a manifesté le souhait de rencontrer les parents pour leur présenter le contexte dans lequel l'outil avait été développé, ce que nous n'avions pas fait. Selon elle, la réaction aurait été différente si nous avions expliqué que l'outil avait été développé par une de ses collègues, mère d'une jeune fille qui s'était piquée avec une seringue trouvée dans une cour d'école. De plus, elle souhaitait préciser que l'outil avait été validé auprès de plusieurs groupes de parents pendant plus d'un an. Elle souhaitait enfin les rassurer quant au message retenu par les enfants : celui de ne pas toucher aux seringues.

Nous n'avons pas eu l'occasion de valider auprès des parents leur appréciation de la rencontre. Mais le climat d'échange, les propos tenus et l'intérêt manifesté par tous à dialoguer avec la conceptrice de l'outil nous laissent croire qu'ils ont bénéficié de cette rencontre. D'une part, parce qu'ils y étaient entendus à titre d'experts, d'autre part parce que ce fut une occasion de plus de partager et de faire entendre leur volonté commune de protéger leurs enfants, de les tenir à distance de tout ce qui est associé à leur vécu de souffrance. En outre, ils ont manifesté leur appréciation d'avoir été informés du contexte dans lequel l'outil a été développé, des réflexions et des étapes sous-jacentes à sa conception.

Présentation des résultats dans le cadre de l'événement culturel « les petits bonheurs »

Cinq mois après la démarche, nous avons présenté les résultats aux intervenants du quartier. Nous aurions souhaité impliquer les parents dans la présentation, cependant, nous ne pouvions réunir les conditions nécessaires à une telle initiative. Cela aurait exigé de revoir le groupe à plus d'une reprise. Néanmoins, nous les avons invités à la présentation et c'est avec fierté que cinq parents y ont assisté.

Au terme de la démarche de groupe, nous avons été invitées au comité d'implantation des SIPPE pour présenter un suivi auprès des partenaires qui nous avaient assistées à mettre en place le groupe. Ces derniers ont suggéré de présenter les résultats dans le cadre des « petits bonheurs », un événement culturel s'adressant aux intervenants et familles du quartier.

Nous avons utilisé une stratégie pour les impliquer indirectement, celle de faire lire par une comédienne, à des moments opportuns, des extraits du verbatim des rencontres. Au terme de la présentation, nous les avons sollicités publiquement pour savoir si nous avions transmis fidèlement le processus vécu et pour obtenir leurs opinions, « à chaud », sur les analyses que nous en avons faites. Le contexte étant intimidant, ils n'ont pas osé se prononcer publiquement mais nous ont livré, après coup, une appréciation très positive de la soirée. Plusieurs ont affirmé avoir vécu un moment intense en se remémorant l'ensemble de la démarche et en ayant accès à nos analyses.

Au cours de cette soirée, plusieurs intervenants ont pris la parole pour commenter certains résultats, entre autres en ce qui a trait à la prostitution. Ils n'ont pas manqué de souligner, eux aussi, que malgré les nombreux efforts et les investissements de ressources autour des problèmes de prostitution, la situation demeurerait déplorable pour les enfants du quartier. Le co-coordonnateur de la table de concertation sur la prostitution s'est adressé directement aux parents pour les inviter à se joindre à la table. Cette rencontre entre les chercheurs, les intervenants et les familles a été l'occasion de « livrer » des messages et nous souhaitons qu'elle ait influencé les intervenants, tout comme nous, les chercheurs, avons été influencés et transformés.

1.3 Discussion

Un espace d'affirmation et de participation

Dans l'ensemble de la démarche, nous avons observé une réelle prise de parole de la grande majorité des participants. Nous croyons que le climat de confiance, qui s'est instauré dès le début, et le partage d'un vécu commun a favorisé une relative affirmation de soi et de multiples interactions entre parents. En ce sens, on perçoit que le contexte de groupe a ouvert des portes et a permis la prise de parole et l'écoute ; cela a aussi donné à tous l'occasion de se conforter dans son point de vue, mais aussi de l'ébranler. En confiant à des parents un rôle d'expert, ce qui est déjà en soi un rôle très distinct de leur position quotidienne, ils ne se sont pas perçus comme « un cumul de facteurs de risques », mais bien comme des citoyens qui ont quelque chose à dire sur leur expérience de vie et que l'on convie durant dix semaines à en parler (Bennet et Roberts, 2004).

Ainsi, dès la première rencontre, puis tout au long de la démarche, les parents ont témoigné de maintes façons de leur expérience de vie, qui traduisait certaines vulnérabilités : faible insertion économique, relative marginalité, souffrance sociale, etc. De fait, le vécu émotionnel du groupe a été intense. Au début, certains participants ont parlé au groupe de leur souffrance. Par contre, une telle expérience n'étant pas accessible d'emblée, il a fallu laisser le temps et l'espace, au fur et à mesure des rencontres, pour permettre à certains de la nommer, de l'exprimer, de la partager, voire de la confronter (Lamoureux, 2004). À partir de la septième rencontre, la prise de parole, souvent « directe » et « rebelle », devient de plus en plus collée à l'histoire et à la trajectoire de chacun. Sur ce plan, nous croyons qu'un pas a été fait en termes d'appropriation collective des différents vécus par le groupe de parents (Bédard, 1998).

Parallèlement, tout au long de la démarche, ils ont exprimé un fort sentiment d'injustice sociale, entre autres à l'égard de l'image d'incompétence parentale qu'on leur fait porter, à travers leur discours sur la difficulté d'accéder à de l'aide ou à l'égard des préjugés et de la discrimination dont ils sont victimes, sortant un peu du stigmat dont ils font l'objet (Lamoureux, 2001). Par ailleurs, en légitimant leur droit à crier à l'injustice, le groupe leur a permis d'accéder à une certaine reconnaissance sociale qui leur fait d'habitude cruellement défaut (Renault, 2006). D'abord à l'intérieur même du groupe, par l'accueil mutuel face à l'expérience de l'autre, et par les apprentissages qu'ils partagent dans leur vie de citoyens et de parents ; puis, de l'extérieur, par les intervenants qui sont venus parler au groupe et lors de la présentation des résultats aux intervenants du quartier, leur permettant de retrouver un minimum de dignité comme parent (Bédard, 1998). En ce sens, la démarche leur conférait un rôle et une place et favorisait, du moins à ce moment, une certaine affiliation sociale, une inscription ponctuelle dans le rapport social (Soulet, 1998).

Au fil des rencontres, nous avons aussi vu poindre le développement d'une conscience critique dans le groupe (Ninacs, 1995). Au départ, les parents ont exprimé leur soulagement de réaliser qu'ils ne sont pas seuls, que leurs difficultés sont partagées par d'autres. Par la suite, le groupe adhère à l'idée que les conditions sociales sont à l'origine de plusieurs difficultés et il en fournit maintes illustrations : la discrimination vécue, le constat du manque de ressources et la détresse qui s'ensuit, les valeurs imposées par la classe dominante, etc. (Breton, 2002). Une phrase traduit bien cette compréhension du poids du contexte social : « nous sommes du même milieu », un peu comme si la démarche commune avait permis de tisser des ponts entre eux, du moins au plan de la compréhension de leur expérience (Furtos, 2006).

C'est à la 8^e rencontre, celle sur le rôle de père et mère, que nous recevons la démonstration la plus éloquente d'une certaine conscience critique dans le groupe. Les participants constatent que pères et mères ont la même expérience. Ce qui nous semble de l'ordre d'une prise de conscience qui vient ébranler les jugements exprimés de part et d'autre dans les rencontres précédentes. Nous voyons poindre alors un autre regard face à leur propre lecture de la réalité. Il y a cette fois le début d'une remise en question de certains schèmes, de certaines conceptions et interprétations du monde, processus propre à toute démarche réflexive sur son action (Mézirow, 2001 et Martucelli, 2002).

Progressivement, le travail avec les autres a donc renforcé la pensée critique parce que de nouvelles perspectives étaient constamment amenées par les participants. Si l'animation a été favorable au développement d'un espace de parole, elle a donc également fourni un contexte propice au changement de perspectives (Mezirow, 2001 et De Singly, 2005). Sur ce dernier point, la rencontre sur le thème de la prostitution avec les intervenants, celle sur la paternité et la maternité ainsi que la rencontre post-groupe portant sur l'outil de sensibilisation sur les seringues en fournissent des exemples éloquents.

En somme, nous pouvons dire que plusieurs éléments constitutifs du groupe témoignent du « travail » accompli par les parents pour se situer en tant que sujet acteur et poursuivre un processus d'empowerment : 1) l'expression de la souffrance, de la colère et de l'impuissance face aux besoins ressentis et la rareté des ressources qu'ils attribuent à leur statut. Le sentiment qu'il s'agit là d'un droit bafoué ; 2) la fierté de se sentir entendus, reconnus à travers leurs propres mots ; 3) la dénonciation des inégalités sociales et la divergence dans la vision du monde qui en découle ; 4) l'évocation de la présence de normes et règles sociales prescrites par d'autres groupes sociaux et leur propre positionnement face à ces normes ; 5) l'interpellation des acteurs du milieu pour faire face aux problèmes rencontrés dans le quartier.

Vers une participation au changement social ?

Une étape essentielle du processus d'empowerment collectif a trait au passage à l'action sociale (Lee, 2001 et Breton, 2002). Notre intention était de faciliter cette étape afin que des parents puissent poursuivre la démarche de groupe entreprise, par exemple en participant à la construction d'environnements favorables avec des alliés de la communauté. L'empowerment collectif est un long processus qui requiert le développement d'habiletés favorables à l'action (capacité de travailler en groupe, de construire des stratégies d'action, de faire des représentations, de trouver des alliés, etc.). En ce sens, la période de 10 semaines s'est avérée insuffisante pour réunir les conditions nécessaires pour que le groupe développe un nouvel ancrage dans la communauté.

Du côté des participants, leurs critiques à l'égard de la classe dominante nous ont mis devant de sérieux défis quant aux objectifs d'empowerment que nous nous étions fixés. Face aux difficultés vécues dans le quartier à l'égard de la prostitution, ils ont manifesté peu d'enthousiasme en réponse aux encouragements des intervenants à agir. Ils ont exprimé le souhait que les personnes qui peuvent faire changer les choses parlent en leur nom pour trouver des solutions qui s'adressent à toute la collectivité. Pourtant, n'ont-ils pas dit à plusieurs reprises que ceux qui détiennent le pouvoir ne parlent pas le même langage qu'eux, ne vivent pas la même réalité ? Ce malaise lié à la différence de classe apparaît comme un obstacle important à surmonter et un point sur lequel il faut se pencher dans la construction des programmes qui visent la participation des parents.

Du côté des acteurs du milieu, c'est sur la question particulière de la prostitution que nous souhaitons qu'il y ait des suites. Tous, parents comme intervenants, ont reconnu que la situation était préoccupante dans le quartier (Laurin et Garnier, 2006). Une opportunité est venue directement des membres siégeant à la table de concertation sur la prostitution, qui ont indiqué leur volonté de

poursuivre la réflexion sur des actions possibles dans le quartier, avec les parents. Par contre, cette démarche s'est poursuivie en marge des acteurs clés du milieu qui adhèrent au programme SIPPE. Selon nous, le maillage est difficile à réaliser entre une logique de programme et une logique de développement communautaire qui émane de la participation citoyenne. C'est là qu'il faut susciter une ouverture à l'innovation de la part de l'ensemble des acteurs concernés, qui offrira un tremplin véritable pour l'action citoyenne et le développement des communautés.

Dans le cas présent, l'innovation exige de réfléchir aux différents modes d'expression de l'action citoyenne chez les populations exclues. Dans le contexte social actuel, il est reconnu que les inégalités sociales sont de plus en plus insupportables et qu'elles ne font qu'augmenter. Elles entraînent une perte de confiance dans la société et ses institutions, ainsi que le rejet de la « politique » en général et d'une démocratie représentative (Attac, 2006). Comment amener ces parents à prendre la parole au sein de structures qui ne les écoutent plus depuis déjà trop longtemps ? Nous-mêmes, à titre d'animatrices de ce groupe et de chercheurs au sein de ces structures, quelle perception avons-nous de notre pouvoir, de notre influence ? Ne sommes-nous pas, à notre tour, souvent confrontés au sentiment que tout est déjà décidé d'avance ? Ces parents, comme nous l'avons constaté, ne sont pas « inactifs » pour dénoncer des situations qui leur sont personnellement problématiques. Ils ont identifié à plusieurs reprises des « personnages influents » dans le quartier à qui ils se sont adressés pour « *faire bouger les choses* » et de la part de qui, nous disent-ils, ils auraient obtenu des gains immédiats. À défaut de croire à une citoyenneté qui passe par l'action collective, c'est ainsi, pour le moment qu'ils entendent poursuivre l'exercice de leur citoyenneté : en s'adressant à ceux qui, à leurs yeux, ont des liens directs avec le pouvoir et qui peuvent leur apporter un soutien personnel et immédiat.

2. ANALYSE DE CONTENU : PRÉSENTATION DU POINT DE VUE DES DEUX GROUPES

Examinons à présent les résultats d'un groupe de parents à la fois, dans l'ordre de réalisation des activités, soit d'abord Saint-Michel, puis Hochelaga ensuite. Cette manière de faire nous semble la plus cohérente avec la démarche proposée, qui se voulait centrée sur le point de vue spécifique de chaque groupe de parents. Nous avons privilégié certains thèmes parce que nous souhaitions, dans le cadre de cette section, mettre l'accent sur ce que nous ont dit les parents à l'égard des programmes et politiques qui leur sont destinées. Nous les avons privilégiés aussi parce qu'il s'agit des thèmes majeurs qui ont occupé une grande part des discussions dans les deux groupes. Quatre thèmes ont été abordés avec chaque groupe : les relations avec les SIPPE ; les relations avec le CLSC local ; les relations avec les garderies ; et les relations avec l'aide sociale. Dans une section suivante, nous ferons état d'événements et de situations qui ont eu lieu en parallèle ou à la suite des démarches de groupe.

Rappelons que, pour recruter les parents, nous nous sommes adressés au comité des SIPPE du quartier. Le quartier Saint-Michel est réputé pour sa dynamique de travail en concertation, les organismes communautaires et le CLSC étant étroitement liés dans leurs interventions et leurs actions. C'est pourquoi le comité des SIPPE a pu nous donner le nom de parents ayant des liens étroits avec le CLSC, parfois par l'intermédiaire d'un organisme communautaire. À Hochelaga, la dynamique de concertation entre les organismes communautaires et le CLSC à l'égard des SIPPE diffère. Les parents

dont on nous a donné le nom étaient moins proches du CLSC. Cette précision nous paraît importante pour comprendre certaines différences dans les résultats obtenus.

2.1 Saint-Michel

Leurs relations avec les SIPPE

Soulignons d'abord qu'à Saint-Michel, nous avons présenté les SIPPE dans « nos mots » et que l'accent a été mis sur les critères d'inclusion et le type d'intervention. Sur ce dernier point, il a été question de la fréquence et de la durée des visites à domicile, à partir de la grossesse jusqu'à ce que l'enfant ait 5 ans. Nous nous sommes concentrés sur ces aspects parce que nous savions que certaines femmes du groupe participaient ou avaient participé aux SIPPE. Soulignons aussi que les parents de Saint-Michel ont insisté sur certaines caractéristiques des SIPPE, soit la durée possible (étalée sur 5 ans), la fréquence des visites (hebdomadaire) et le fait que les interventions se font à domicile. Ce dernier point amène de nombreux commentaires. Rappelant de mauvaises expériences, les visites à domicile représentent une zone sensible pour plusieurs parents. Elles ne répondent pas toujours à un besoin et à une demande précise du parent, ce qui accentue le sentiment d'intrusion et de contrôle dans l'éducation prodiguée aux enfants. Le témoignage qui suit décrit bien la situation.

« Quand j'ai accouché, il y a une infirmière qui est venue chez-moi sans me téléphoner avant [...] c'est comme s'ils voyaient que j'en avais de besoin. Là j'avais mon fils dans mes mains. [...] Là je l'ai amené dans la chambre et elle a dit « il est bien cet enfant là », on aurait dit qu'elle était là avec une caméra et elle observait pour voir où l'enfant dormait [...] Je leur ai dit « à quoi vous vous attendez là. On est défavorisées, c'est vrai mais ça ne veut pas dire qu'on ne s'occupe pas de nos enfants ».

Les SIPPE les inquiètent parce qu'ils leur font penser à d'autres interventions, subies ou observées, et jugées elles aussi trop intrusives, par exemple la DPJ. Leurs points de vue traduisent un sentiment d'impuissance vis-à-vis des institutions sociales. Cette intrusion des représentants des services sociaux – par exemple, à l'école ou la protection de la jeunesse –, interpelle ces parents quant à leur pouvoir réel face à l'éducation de leurs enfants. D'emblée, les parents estiment qu'un programme à ce point intensif peut menacer le développement de l'autonomie des parents. Dans l'ensemble, ce n'est pas tant la pertinence des SIPPE qui est remise en cause, mais l'approche et les moyens mis en place pour intervenir auprès d'eux et leurs enfants.

Leurs relations avec le CLSC

Ce qui est frappant dans ce groupe, c'est le nombre d'intervenants qui gravitent autour des parents. Ils déclarent avoir accès à des auxiliaires familiales, des psychologues, des infirmières, des mairaines d'allaitement, des travailleurs sociaux et des psycho-éducatrices, tout en profitant aussi des ressources communautaires arrimées au CLSC. Dans les exemples vécus, il est toutefois difficile de saisir si les

parents ont fait une demande de service, ou si le service leur a été proposé, ou imposé. Difficile également de saisir si c'est en relation ou pas avec les SIPPE, ce qui indique peut-être que les principaux intéressés ne saisissent pas bien la nature de l'intervention qui leur est adressée. Et quand ils en parlent, ils expriment à la fois une certaine satisfaction et un malaise qui traduit une méfiance. L'extrait présenté ici se situe dans un contexte où une mère monoparentale, après un accouchement difficile, se voit suggérer par une infirmière de l'hôpital de recevoir de l'aide à domicile d'une intervenante du CLSC :

« Je lui ai fait confiance, je lui ai tout expliqué ma vie, je lui ai expliqué mon adolescence, elle disait que c'était secret, [mais] tout ce que je disais elle prenait en note. Et après, j'ai reçu un appel d'un médecin du CLSC qui m'a dit de venir. Puis la TS a dit que, puisque j'ai une fille qui va mal, il faut que j'aie une éducatrice. [...] Elle est partie dire tout ce que je lui avais raconté au médecin. J'ai été obligée ensuite de voir des gens pour m'aider avec les enfants. Je n'ai donc pas confiance dans les TS. Après, elle a tellement eu d'autorité sur moi que j'ai été obligée de recevoir l'éducatrice chez-moi ».

Dans l'ensemble, ils réagissent comme s'ils avaient été forcés de recevoir des services. Ils ont eu l'impression que l'intervenante est venue à leur domicile pour fouiner, faire le tour des lieux et s'assurer que tout est correct. Ils sont très susceptibles devant cette attitude et ils affirment notamment être plus méfiants envers les travailleuses sociales qu'envers les infirmières. Encore une fois, l'intervention des services sociaux est vécue et perçue comme une intrusion et un acte de surveillance, créant malaise et méfiance chez eux.

Ce fossé, disons communicationnel, n'empêche toutefois pas certains d'entre eux de tisser des liens à leur façon avec les ressources qui leur conviennent. Certains se sentent en confiance avec le côté institutionnel du CLSC parce qu'ils y trouvent des intervenantes « professionnelles », qui observent une éthique de confidentialité. Quelques-uns nous ont déclaré qu'ils les considéraient comme un membre de leur famille et qu'ils appréciaient de pouvoir les rejoindre facilement. D'autres préfèrent le type d'intervention qu'offrent les organismes communautaires, considéré moins menaçant, car il est plus près des gens et répond aux besoins exprimés par les parents. Quelle que soit la ressource privilégiée, les parents apprécient qu'on les respecte, qu'on les informe, qu'on leur fournisse les outils ou la documentation nécessaire pour trouver des solutions à certaines situations.

Leurs relations avec les garderies

Ce groupe a abordé spontanément le thème des garderies dès la première rencontre. D'après leur expérience, la critique porte pour l'essentiel sur le manque de places et sur la qualité des places disponibles. Plusieurs attendent depuis plusieurs mois une place en CPE et la liste d'attente est encore longue. On leur offre des places en milieu familial, mais ils n'en veulent pas. Ceux qui ont vécu l'expérience de ce type de garde sont insatisfaits et témoignent de la méfiance : « Ils sont 10 enfants avec deux adultes. Il y avait toujours des adultes inconnus et je m'inquiétais à savoir si mon fils aurait été touché là-bas. Il avait des comportements bizarres. Je n'ai vraiment pas aimé ça, je l'ai retiré de la

garderie la même semaine. » C'est d'abord et avant tout pour réaliser leur rêve de retourner aux études ou de sortir de l'aide sociale que ces parents souhaitent envoyer leur enfant à la garderie. Ils reconnaissent tout de même que leurs enfants peuvent bénéficier d'un séjour en garderie : *« c'est mieux pour l'enfant qu'il soit à la garderie, car il peut apprendre beaucoup de choses. »* En ce sens, un parent a témoigné des problèmes de langage de son enfant et de l'amélioration réalisée en garderie. Dans l'ensemble, tous se disent satisfaits du travail effectué par leur CPE, du moins pour les parents qui ont cherché et trouvé des places.

Leurs relations avec l'aide sociale

Les difficultés vécues comme prestataires de la sécurité du revenu ont été l'un des thèmes les plus abondamment discutés. Leur rapport avec cette institution révèle une expérience marquée de confusion et d'incompréhension. Certains parents soulignent qu'au début, ils ne se méfiaient guère, car ils avaient confiance dans le système. Puis, au fil de leur parcours, s'installe la frustration, alimentée par une série d'événements qu'ils perçoivent comme des incohérences bureaucratiques : un changement continu d'agents, des agents qui travaillent tous différemment, des difficultés à retracer le responsable de leur dossier et à rejoindre les bonnes personnes. De ce fait, plusieurs disent avoir vu leur chèque mensuel considérablement réduit, et ceci à répétition, et certains ont parfois eu à répondre à des accusations de fraude pour des erreurs non intentionnelles, entraînant des dettes qu'ils n'en finissent plus de payer.

Mais leur frustration est encore plus manifeste lorsqu'ils parlent du pouvoir discrétionnaire que les agents exercent à leur égard. Ils en parlent comme étant l'expression d'un mépris évident : *« Ai-je le droit de me faire servir correctement ? Ils n'ont pas le droit de nous traiter comme des moins que rien, des imbéciles, des idiots. Quand on est sur l'aide sociale, on ne se fait pas comprendre, on ne se fait pas respecter, la dignité tu en as plus. [...] Eux autres [les agents d'aide sociale] font par exprès, ils parlent tellement fort, [...] tout le monde connaît notre vie privée. »*

Sur le fond, cette politique d'aide est perçue comme temporaire et de dernier recours. Plusieurs espèrent retourner aux études dans le but ultime de s'en sortir. En ce sens, le discours de ces parents semble rejoindre le discours dominant, en ce qui a trait au fondement même de cette aide. Ils ne privilégient pas de rester à la maison pour s'occuper des enfants jusqu'à l'âge scolaire, étant donné que ce n'est pas valorisé socialement. Ils perçoivent au contraire comme nécessaire, dans une perspective de responsabilisation personnelle, de réintégrer les études ou le marché du travail.

Les animatrices ont été saisies par les témoignages de ce groupe en relation avec leurs difficultés et leur impuissance face à l'institution de la sécurité du revenu. Elles ont convenu avec les parents de rencontrer en leur nom des personnes directement concernées par cette question, soit la direction locale de la sécurité du revenu et deux responsables de groupe de défense pour personnes assistées sociales. Elles voulaient faire connaître à ces représentants les insatisfactions des bénéficiaires et essayer de comprendre pourquoi les relations avec les agents d'aide sociale étaient si conflictuelles. Ces démarches hors groupe ont permis de mieux comprendre les politiques et programmes et de faire entendre la voix des parents. À la suite de ces démarches, la direction locale de la sécurité du revenu a

offert aux animatrices de venir rencontrer les parents dans le groupe, mais les participantes ont refusé, car elles ne croyaient pas que ce serait utile : *« Oui, mais si on se met à se lever à 2-3 et on dit à l'agent que ce n'est pas comme cela qu'on veut que ça fonctionne, si on se révolte. Qu'est-ce qu'ils vont faire ? »* Elles croyaient qu'un représentant d'un groupe de défense pour personnes assistées sociales serait plus en mesure de les comprendre et de leur apporter des solutions concrètes.

2.2 Hochelaga

Leurs relations avec les SIPPE

À Hochelaga, la façon d'aborder les SIPPE a été très différente de celle de Saint-Michel. Nous leur avons présenté des diapositives montrant les documents officiels, soit : 1) un préambule sur la situation des familles vulnérables au Québec ; 2) les critères ; 3) les buts visés ; et 4) les objectifs (allaitement, attachement, habitudes de vie, compétences parentales). Cette présentation plus formelle, et non dans nos « mots » comme à Saint-Michel, a été choisie parce que nous savions que la majorité des parents du groupe n'étaient pas ou n'avaient pas été en relation avec les SIPPE. Nous leur avons expliqué que les SIPPE représentent comment les institutions les perçoivent comme familles « vivant en contexte de vulnérabilité » et quels objectifs d'intervention sont fixés pour eux.

Leurs premières réactions ont porté sur le vocabulaire utilisé pour décrire la philosophie des SIPPE. Des voix se sont élevées pour souligner que les personnes qui rédigent ces programmes ne vivent pas la même réalité qu'eux *« ils regardent le monde pauvre de leur place à eux autres, pas de la place des pauvres. »* Un parent y perçoit la volonté d'uniformiser, de rendre tout le monde « pareil ». En ce qui a trait à certains objectifs des SIPPE, ils affirment que les attentes perçues à l'égard des habitudes de vie semblent des valeurs imposées par les « riches », qui ne correspondent pas aux conditions économiques dans lesquelles ils vivent. Ils affirment être conscients des problèmes possibles, sans nier les difficultés et les contradictions que cela engendre parfois.

« Tout le monde le sait que ce n'est pas bon fumer enceinte. Ne viens pas me faire croire qu'il y a du monde qui ne le savent pas. C'est comme... tout le monde le sait que si tu ne mets pas de condom, tu peux pogner le sida, mais les gens n'en mettent pas pareil. Tu te dis " Ben, peut-être que ça ne m'arrivera pas [...] même en sachant qu'il faut que son enfant mange des fruits, tu n'as pas toujours l'argent pour en acheter " [...] Et la sécurité... Ils disent qu'il faut que tu mettes 6 barrières... Sais-tu comment ça coûte une barrière ? Il y a des affaires qui coûtent vraiment cher. »

Par ailleurs, s'ils se sont dits favorables à l'allaitement, ils perçoivent qu'on en fait la promotion d'une façon culpabilisante et harcelante et que, s'ils ne le pratiquent pas, ils vont avoir les « intervenants sociaux à dos ».

« C'est rendu que tu te fais dénigrer quand tu ne veux pas allaiter. Moi, ce n'est même pas parce que ça ne marchait pas. Je n'ai jamais voulu. Je n'aimais pas ça, ça ne me tentait pas. Tu sais, c'est mon choix. Là, ils te disent « Ok, c'est ton choix, on t'écoeurera pas ». Ce n'est pas vrai. Un coup, tu ne veux pas, là, je me suis fait servir des « Comment tu ne veux pas le meilleur pour ton enfant ? ». C'est le meilleur que je peux donner, moi ! Tsé, c'est ça. Moi, je n'étais pas à l'aise avec ça, je ne voulais rien savoir, je fumais. Alors là, en plus, ils me disaient : « Ah, ce n'est pas grave ». Moi, je trouve ça grave. Je vais leur donner du lait à la nicotine, tsé ? Pas brillant, là ! Là, ils te testent. Il n'y a rien qu'ils ne te disent pas. Ils te donnent des pamphlets, ils cachent ça dans des sacs d'information. Tu te fais juger, c'est épouvantable. Tu ne peux pas refuser pis les envoyer promener, puis leur dire non, regarde, parce qu'ils vont partir avec ton bébé, ils te sacrent les services sociaux parce que tu es un air bête et que tu n'es pas un bon parent parce que tu ne veux pas faire ça. »

Quant aux habiletés parentales, ils ont l'impression que l'on ne reconnaît pas leurs capacités et ils s'indignent d'être perçus comme « *des moins intelligents, des trop niaiseux pour élever nos enfants* ». Ils font ressortir haut et fort qu'ils sont fiers de leurs enfants, en donnant des exemples de ce qu'ils accomplissent, et qu'ils se sentent compétents dans leur rôle parental. Ils ont peu eu l'occasion socialement d'exprimer cette compétence qui est la leur, car ils font face à une continuelle présomption d'incompétence. Ils espèrent que, à l'occasion de notre recherche, quelqu'un va entendre leur voix. Le témoignage de cette mère est très explicite sur ce plan.

« Ce n'est pas parce que je suis sur l'aide sociale et que je suis à faible revenu que mes enfants sont moins intelligents. Essaie de la suivre, ma fille, sur un ordinateur pis sur Internet, tu vas la perdre. Elle a 5 ans. Moi, je faisais des cartes quand elle était jeune avec des mots, pis elle a une mémoire photographique inimaginable. Elle sait lire. Elle a 5 ans. Ce n'est pas parce que je suis sur le b.s. qu'il faut que ma fille soit une conne, là ! »

Dans l'ensemble, l'intrusion dans ce qu'ils jugent leur champ de compétences leur fait mal. C'est donc un point commun aux deux groupes. Par contre, ce deuxième groupe de parents a fortement mis de l'avant leur façon de faire, se disant très fiers de pouvoir s'occuper de leurs enfants au quotidien.

Leurs relations avec le CLSC

Au même titre que le groupe précédent, le groupe de Hochelaga soulève le côté intrusif de certaines interventions de la part du CLSC. Un parent raconte qu'elle a vu une travailleuse sociale lors de son suivi de grossesse. Elle se sentait observée, mais n'a rien dit parce qu'elle se croyait paranoïaque et qu'elle n'aime pas montrer ses émotions devant les personnes qu'elle ne connaît pas. Elle témoigne de ses forces et de ses faiblesses:

« La chipie de travailleuse sociale m'a dit : "Ah, les infirmières, elles me l'ont dit que tu catinais ton bébé ". J'ai dit " Câlisse, je le savais qu'elle m'épiait ! ". La travailleuse sociale m'a dit que je m'occupais bien de mes enfants. Mais il m'arrive quand même des fois de moins bien m'en occuper. [...] Je suis suicidaire durant mon SPM. Ça m'arrive depuis 15 ans maintenant. Je prévois donc les moments où je ferai garder mes enfants pour m'assurer qu'ils ne manquent de rien. »

Contrairement à Saint-Michel, les parents de Hochelaga notent un manque de services de la part du CLSC. Ils se prononcent beaucoup sur ce manque de ressources et ils déplorent tout particulièrement le manque de médecins disponibles. Quand il y a des services, dénoncent-ils, ils s'adressent à des groupes qui répondent à certains critères, liés à des programmes particuliers (ex. : ne pas avoir terminé le secondaire 5). Ou alors, selon eux, le CLSC n'offre que des services préventifs : *« si tu veux la pilule du lendemain parce que le condom a pété, tu vas l'avoir. Si tu as besoin d'aide morale ou physique, tu n'en auras pas. »* Une des participantes raconte avoir utilisé l'adresse de sa mère pour profiter des services du CLSC du centre-ville où elle recevait de meilleurs services. Ils soulèvent les inégalités entre les différents CLSC, disant que les quartiers riches bénéficient de plus de services.

Toutefois, ces parents ne vivent pas la même réalité que ceux de Saint-Michel, au sens qu'ils ont en majorité choisi les intervenants qui gravitent autour d'eux. Qui plus est, nous n'avons pas eu le sentiment, comme à Saint-Michel, qu'il y avait une panoplie d'intervenants qui « débarquent » chez eux sans qu'ils sachent trop d'où ils viennent. Cela s'explique probablement par notre mode de recrutement qui diffère, moins lié dans ce cas au CLSC. Cela témoigne peut-être aussi d'une culture de l'intervention différente dans ce territoire. En effet, il faut rappeler que le quartier Hochelaga bénéficie depuis des décennies de multiples formes d'intervention sociale, où le monde communautaire est très présent depuis longtemps, y compris dans le domaine de l'intervention enfance/famille.

Leurs relations avec les garderies

En ce qui a trait aux services de garde, ces parents se disent surtout dérangés par la pression sociale qui s'exerce à leur égard, à titre de familles défavorisées, pour qu'ils envoient leurs enfants à la garderie. Ils expriment leur résistance face à cette exigence et s'insurgent contre les objectifs des programmes qui visent à *« augmenter et renforcer les compétences parentales »*, comme s'ils n'en possédaient pas, déclarent-ils.

Mais ils font plus que dénoncer de tels propos. Ils expriment une parole commune qui cherche à montrer à quel point leurs enfants sont intelligents et que ce n'est pas l'argent qui permet de stimuler un enfant : ils affirment qu'il faut du temps pour cela et que, eux, ils en ont. Bref, si certains envoient leurs enfants à la garderie, ils déclarent que ce n'est pas parce qu'ils se sentent incompetents :

« Je trouve que c'est bon, c'est un plus, mais il ne faut pas que ça remplace ce que le parent fait. Si c'est la mère le problème, ben, tu l'aides. Si elle est trop nounoune, ben, tu lui apprends. Elle aussi, elle peut aller à l'école ou en apprendre si ça l'intéresse... mais ce n'est pas vrai que tu vas régler le cas en envoyant l'enfant à la garderie. »

Selon eux, la garderie est acceptable, mais ne peut remplacer le parent. Ces parents indiquent que les enfants en CPE ne reçoivent pas le même amour de la part de l'éducatrice que de leurs parents. Ils expliquent que l'amour, c'est important dans le développement de l'enfant : *« S'ils pensent que les enfants vont être mieux dans un CPE qu'avec leurs parents... Il y a une question d'amour là-dedans. Moi, je sais bien que l'éducatrice, elle a l'air de bien les aimer, mais ce n'est pas pareil. »* Néanmoins, même s'ils réagissent à la pression sociale, ça ne les empêche pas d'envoyer leurs enfants à la garderie quelques jours par semaine ou de fréquenter les haltes-garderies, qu'ils apprécient pour la flexibilité des horaires. Ils ne semblent pas éprouver la même difficulté d'accessibilité que les parents de Saint-Michel.

Leurs relations avec l'aide sociale

Contrairement aux parents de Saint-Michel, les parents de Hochelaga semblent plus « installés » à l'aide sociale, du moins tant qu'ils auront à élever leurs enfants, la priorité des priorités pour ce groupe. Ils se disent très fiers de rester à la maison pour « éduquer » leurs enfants. Ils déplorent le fait que les parents « riches ou des classes moyennes » fassent éduquer leurs enfants par d'autres et les laissent de longues heures à la garderie.

Par exemple, l'un des participants voit une contradiction entre le fait de faire la promotion de l'attachement parent-enfant et les politiques de réinsertion sociale. Inscrit à l'aide sociale, on l'a appelé quand son enfant avait 6 mois, pour qu'il le mette en garderie 5 jours par semaine et qu'il aille travailler. Il a répondu que c'est lui qui allait apprendre à parler à son fils parce que cela est important pour développer son lien d'attachement.

Dans l'ensemble, ce groupe semble avoir la conscience tranquille quant au fait de vivre de l'aide sociale. Ces parents affirment que le monde du travail ne peut leur offrir grand-chose d'intéressant et, en ce sens, qu'il vaut mieux rester chez soi s'occuper des enfants. Ils déclarent en effet : *« on est bien plus en mesure de s'occuper de nos enfants que les gens qui travaillent. Ça ne prend pas de l'argent pour apprendre des choses aux enfants. On ne les envoie pas dans une garderie d'un bord pis de l'autre, du matin au soir. »*

Dans ce contexte, il ne faut guère se surprendre que les parents de Hochelaga ne partagent pas le sentiment d'être très « embêtés » par les agents de l'aide sociale. Ils semblent plutôt qu'ils sont tout simplement plus « habitués » à leur mode de fonctionnement. Et ceux qui affirment avoir eu des problèmes ont eu recours à un aide « politique » qui se serait chargé du dossier. Cependant, le groupe de Hochelaga a beaucoup à dire sur ce que représente le statut d'assisté social dans d'autres situations de la vie quotidienne. Cela les stigmatise lorsqu'ils s'adressent à d'autres institutions, comme l'école, l'hôpital, la banque, le dentiste, le pharmacien. Ce qui semble commun aux deux groupes, ce sont donc les préjugés, le mépris ressenti et l'humiliation d'être des assistés sociaux.

2.3 Les suites dans le milieu

Les suites dans Saint-Michel

Comme nous l'avons indiqué plus haut, nous avons fait des démarches, par suite de critiques du groupe de Saint-Michel, pour comprendre le fonctionnement du système d'aide social, notamment ses politiques et ses programmes, et faire entendre la voix des parents.

Au terme des 10 rencontres de groupe, nous avons envisagé avec les partenaires du milieu d'organiser des rencontres entre les participants du groupe, et plus largement avec d'autres familles du quartier, et des représentants de l'organisation populaire des droits sociaux (OPDS). Quelques parents avaient vivement manifesté le souhait de participer à une telle rencontre. De leur côté, les représentants de l'OPDS s'étaient dit préoccupés par les difficultés vécues par les parents et souhaitaient appuyer toutes les démarches en ce sens. Malheureusement, il a été impossible de donner suite à ces initiatives, notamment parce que les parents les plus intéressés ont déménagé dans un autre quartier peu de temps après la démarche et aussi parce que l'intervenante du milieu qui avait animé le groupe n'a pu organiser ce suivi.

De plus, considérant que notre démarche de recherche se voulait un appui aux SIPPE, nous avons publié un article, une fois la démarche terminée, dans le bulletin des Services intégrés¹ relatant ces démarches en relation avec le thème de l'aide sociale (Laurin, I., 2005). Cet article a été accueilli favorablement par les acteurs engagés dans les SIPPE parce qu'il traitait d'une dimension trop rarement abordée, c'est-à-dire l'oppression subie par les parents vivant en contexte de pauvreté et l'absence de pouvoir face aux politiques publiques, la sécurité du revenu étant prise ici à titre d'exemple. Cependant, l'institution de la sécurité du revenu a vu dans cet article une attaque contre elle plutôt qu'un témoignage des souffrances vécues par les parents et un appel à l'aide, ce qui était notre principal dessein.

Les suites dans Hochelaga

Dans Hochelaga-Maisonneuve, c'est sur la question particulière de la prostitution que nous souhaitons qu'il y ait des suites. Tous, parents comme intervenants, ont reconnu que la situation était préoccupante dans le quartier (Laurin et Garnier, 2006). Une opportunité est venue des membres siégeant à la table de concertation sur la prostitution, qui ont indiqué leur volonté de poursuivre la réflexion sur des actions possibles dans le quartier, en collaboration avec les parents. À l'automne 2006, soit un an après la démarche de groupe, nous avons été invités par le co-coordonnateur de cette table de concertation à venir exprimer les préoccupations du groupe. Au terme de cette rencontre, les membres de la table ont manifesté l'intérêt de rencontrer les parents pour bâtir avec eux un projet d'action citoyenne. Quelques mois plus tard, ils ont envoyé une invitation à tous les parents à participer à la table de concertation, suivie d'un appel téléphonique des animatrices pour bien

¹ Ce bulletin se veut un lieu de réflexion, d'interrogations et d'échanges. Il renvoie à l'expertise, au savoir-être, au savoir-faire concret des acteurs engagés dans les SIPPE. C'est un bulletin qui donne la parole aux familles, aux acteurs des CLSC et des tables de concertation ainsi qu'aux décideurs.

contextualiser l'invitation dans la démarche à laquelle ils avaient pris part, un an auparavant. Malheureusement, quoique les parents se soient montrés très ouverts à y participer, aucun d'entre eux ne s'est présenté le jour prévu. Selon nous, le délai a été trop long entre la fin de la démarche de groupe et cette invitation. De plus, cette démarche s'est poursuivie en marge des acteurs clés du milieu qui adhèrent aux SIPPE.

2.4 Discussion

Rappelons d'abord la nature même de notre étude : une recherche participative qui laisse la parole à deux groupes de parents. Nous n'avons pas évalué les effets sur leur vie de ces programmes et nous sommes conscients qu'il s'agit de leur point de vue, basé sur leur expérience, et analysé par nous. De plus, comme nous l'avons souligné dans la première partie, nous estimons que le point de vue de personnes qui vivent une situation donnée est de première importance dans la compréhension de cette situation.

Rappelons aussi que notre démarche vient appuyer la composante « environnement favorable » des SIPPE en documentant le vécu social des parents en contexte de vulnérabilité. Il va de soi que la création d'environnements favorables exige de reconnaître que les parents visés et rejoints par les SIPPE sont touchés par d'autres politiques et programmes, comme notre démarche permet de le constater. Dans la présente section, à la lumière des témoignages des parents rencontrés, nous soulevons un certain nombre de constats et de questionnements auxquels il nous apparaît opportun de réfléchir dans une optique où l'on veut privilégier l'empowerment collectif des parents pour créer des environnements favorables au bien-être des familles.

Le premier constat à souligner est le profond malaise exprimé par les parents face à la présence d'interventions à domicile, comme cela se pratique dans le cadre des SIPPE, ou de tout autre service offert par des institutions publiques. Qu'ils aient vécu ces expériences ou non, ils estiment qu'il s'agit d'un type d'intervention intrusif. Les parents ayant vécu ces expériences ont souvent l'impression d'être jugés et évalués et, parfois, le sentiment qu'on leur attribue une certaine incompetence. Ils se sentent envahis au sens propre comme au sens figuré. Ils ont exprimé que cette manière d'intervenir leur semble peu respectueuse de leur fonction de parents, de leur culture et de leur expérience de vie.

Qui plus est, au moment de parler des SIPPE durant les rencontres, la majorité des parents ne connaissaient pas l'existence de ces services. Pourtant, par leurs témoignages, il était évident que certains avaient été suivis dans le cadre des SIPPE par le passé. On peut estimer qu'une telle situation est inévitable et qu'il est compréhensible que les personnes ne saisissent pas clairement la nature et le cadre d'une intervention, voire qu'elles ne s'en souviennent plus. À nos yeux, c'est une question sur laquelle il est important de se pencher. Sur le plan éthique, il est essentiel, dans un contexte où l'on envisage une intervention à long terme et d'une certaine intensité, de bien faire saisir aux personnes visées dans quelles démarches elles s'engagent, mais aussi dans quel contexte ces services leur sont offerts. À cet égard, diverses études entourant le programme Naître égaux-Grandir en santé ont souligné combien il était essentiel que s'établisse un rapport de confiance entre la mère et

l'intervenante privilégiée (Ouellet, René et al., 2000 ; Boyer, Brodeur et al., 2001), au risque, sinon, de perdre contact avec la famille (Perreault et Boyer, 2000).

Mais les critiques à l'égard des SIPPE ne sont pas les seules que les groupes aient manifesté. Les politiques et les programmes abordés font tous l'objet d'une réflexion critique. Les parents rencontrés, à titre de parents à faibles revenus, sont ciblés par une panoplie de programmes, qui couvrent toutes les sphères de leur vie. Massé souligne que « si on additionnait tous les programmes pour les clientèles défavorisées, qui ont des problèmes multiples, ce monde-là serait occupé à temps plein à suivre nos interventions » (Massé, 2003 : 273). Des programmes qui, aux dires des parents, sont porteurs d'incohérences et de paradoxes. Pensons ici à la promotion de l'attachement parent-enfant et aux politiques de réinsertion. On sollicite les parents afin qu'ils retournent sur le marché du travail ou aux études et, en même temps, on leur explique que le développement du lien d'attachement avec leur enfant est crucial. Cette contradiction peut engendrer une certaine confusion des rôles, voire une culpabilité chez certains parents, face à une double contrainte : si je travaille, je m'occupe moins bien des mes enfants ; si je ne travaille pas, je suis le dernier des « sans cœur ». Sur ce plan, la majorité des parents de Hochelaga semble avoir fait le premier choix, et ils l'affirment haut et fort durant nos rencontres, ce qui leur permet probablement de mieux vivre avec cette contradiction, du moins pour un certain temps.

En outre, divers témoignages l'ont démontré, l'existence d'un grand nombre de programmes amène de trop nombreux acteurs dans la vie de ces familles. Cette multi-présence traverse leur vie quotidienne : intervenants institutionnels et communautaires, propriétaires de logement, éducatrices de garderie, agents de la sécurité du revenu, etc. Dans notre système actuel où la responsabilité individuelle prédomine pour expliquer la pauvreté et l'exclusion, McAll estime que la part de responsabilité que peuvent avoir ces multiples acteurs dans la trajectoire de vie des familles censées être « exclues » n'est jamais remise en question. On laisse ces acteurs et leurs responsabilités dans l'ombre » (McAll, 2008).

On pense ici à l'expérience de l'aide sociale vécue par les parents de Saint-Michel. Cette expérience témoigne d'un profond malaise face au mode de fonctionnement de cette institution. Le système d'aide sociale leur fait vivre des situations complexes, dont ils ne comprennent pas immédiatement la portée. De ce fait, cela engendre de graves effets, comme d'importantes coupes dans leurs prestations, qui sont incompréhensibles à leurs yeux. Ils y voient un service qui vise surtout à les contrôler et à les prendre en défaut, où ils doivent subir le mépris des agents, alors qu'ils s'attendaient à un service d'aide et de soutien.

Nos résultats amènent également à d'autres constats, qui nous interpellent davantage sur le plan politique, notamment un enjeu relevé par Massé, à l'effet que la majorité des professionnels participant à la conception, à l'application et à l'évaluation des programmes sont issus des classes sociales moyennes ou supérieures (Massé, 2003). Par exemple, en révélant leur malaise face à l'intrusion de l'intervention dans leur espace familial et en déclarant « qu'ils veulent rendre tout le monde pareil », les parents du groupe de Hochelaga nomment clairement cette différence de classe et de culture qui les sépare des concepteurs de programme. Cela les amène à se positionner de manière constructive, en se définissant eux-mêmes comme des parents ayant leurs propres valeurs,

compétents, fiers et aimant leurs enfants. C'est donc un travail d'affirmation du sujet, d'appropriation de son histoire et de son expérience.

Ce travail d'affirmation s'exprime aussi dans la lecture de la société réalisée par les parents, en particulier le groupe de Hochelaga. Leur analyse des maux et des paroles des « riches » dans la société actuelle se révèle d'une grande acuité. Il découle de cette analyse un certain cynisme qui témoigne de leur faible confiance dans les institutions politiques actuelles. Ils ne croient guère à la possibilité de faire changer les choses à cet égard, à l'image de ce l'on a découvert ailleurs dans le monde chez des parents vivant en milieu de pauvreté (Baker Collins, 2005 : 27).

Un autre constat a trait à l'amélioration des conditions de vie des parents. Sur le terrain, les parents rencontrés vivent de nombreux problèmes. Pour les services de garde, sur la base de leur expérience, ils ont fait état d'une absence de places et de la médiocre qualité de certains services de garde en milieu familial. Sur ce plan, les propos et l'expérience des parents rejoignent plusieurs études probantes, qui montrent que la fréquentation en milieu défavorisé est moindre et que les services qu'ils reçoivent, lorsque c'est le cas, sont de moins grande qualité (Japel, Tremblay et Côté, 2005).

Dans leur ensemble, les familles ayant participé à l'étude témoignent d'un manque de revenu chronique, de ressources sociales limitées, d'un environnement peu favorable, d'aide personnelle souvent déficiente pour les parents, etc. Ces difficultés récurrentes dans les conditions de vie interpellent d'abord l'État sur les priorités et les orientations en termes de politiques et de programmes et sur les problèmes d'application et de cohérence entre ceux-ci. Plus globalement, l'expérience des deux groupes de parents nous amène à nous interroger sur la place réelle accordée en ce début de 21^e siècle à l'amélioration des conditions de vie et à la réduction de la pauvreté de ces familles. Ne devrait-il pas s'agir des priorités de notre intervention en tant que société, comme nous le rappellent de nombreux travaux sur la question (Bourque et Quesnel-Vallée, 2006 : 48/55)? Mais admettre que les conditions de vie jouent un rôle significatif sur ces familles doit passer par une connaissance et une reconnaissance des rapports sociaux qui les produisent. Ne pas s'en préoccuper équivaut à se limiter aux symptômes sans aborder les causes (McAll, 2008).

Enfin, nous devons soulever la difficulté d'appropriation des programmes par ceux-là mêmes à qui ils s'adressent, ici des familles en milieu défavorisé. Il semble complexe de prioriser les solutions et les modes d'action en partant de l'expression des besoins des parents, surtout ceux touchant des enjeux sociaux et politiques. Il s'agit d'une perspective qui quitte la logique clientéliste et qui ouvre sur une perspective citoyenne. Par exemple, lorsque le groupe se penche sur un problème local, comme la question des seringues et de la prostitution dans Hochelaga, les solutions mises en place par les intervenants du quartier ne répondent guère aux besoins formulés par les parents. Lorsque les parents de Saint-Michel abordent la question de l'aide sociale, quoique les intervenants du territoire se soient sentis interpellés, aucune suite n'a été donnée à cet enjeu, majeur pour ce groupe.

Bien sûr, il faut demeurer conscient des limites inhérentes à la démarche de recherche et aux groupes rencontrés. Il a été difficile, nous l'avons souligné, d'aller plus loin et d'ouvrir sur une perspective citoyenne qui, répétons-le, est tout de même présente à bien des égards dans les milieux de ces personnes. Nous avons manqué de temps pour établir des ponts et n'avons pu établir les conditions nécessaires pour y arriver. Nous croyons cependant que ces relations entre les parents et le milieu sont essentielles, mais qu'elles exigent justement beaucoup de temps et d'énergie pour être réalisables.

Conclusion

Notre processus de recherche visait, d'une part à documenter le vécu social de parent et, d'autre part, à expérimenter un processus de groupe favorisant le développement de l'empowerment collectif, objectif qui se trouve au cœur du volet environnement favorable du programme des SIPPE. Au-delà de ces objectifs, à titre de chercheurs, nous voulions que cette démarche participative serve à examiner s'il y a une place réelle dans les SIPPE pour une participation citoyenne.

Notre démarche ne nous permet pas, évidemment, de répondre si c'est le cas. D'une part, nous sommes conscients des limites de notre recherche et, d'autre part, ce n'est pas parce que nous n'avons pas atteint notre objectif de participation citoyenne avec les deux groupes que cela n'est pas possible. Par contre, notre démarche soulève un certain nombre d'enjeux, qui représentent de réels défis, pour donner une vraie place aux familles dans les SIPPE.

Pour associer les familles qui reçoivent les SIPPE aux équipes interdisciplinaires et intersectorielles, là où les décisions se prennent, il faut, comme le soulignent les récents travaux de Lachapelle (2007), reconnaître que les familles ciblées « ont à leur actif des expériences difficiles avec les intervenants professionnels » et qu'il faut du temps pour créer un lien de confiance qui « permettra l'empowerment requis pour que les familles rejointes se constituent elles-mêmes en instance partenaire de l'équipe interdisciplinaires ou de la table intersectorielle ».

Finalement, notre démarche voulait aussi permettre à des parents de s'approprier leur expérience sociale de parents et de citoyens et, dans ce sens, elle a le mérite d'avoir permis une prise de parole et d'avoir offert une tribune à des personnes qui sont souvent sans voix dans notre société. Elle a permis d'exprimer des points de vue d'une grande richesse sur l'expérience de parents en contexte d'extrême pauvreté. Elle a révélé de nouveaux faits à la société et elle a créé une certaine affiliation sociale entre ces parents et leur communauté. Enfin, elle a entrouvert la porte à un peu de reconnaissance, ce qui est un début dans le contexte actuel de mise à l'écart systématique que bien des familles ont le sentiment de vivre.

Références

- Ampleman, G., Doré, G., Larose, Leboeuf, L., et Ventelou, D. (1983). *Pratiques de conscientisation : Expériences d'éducation populaire au Québec*, Montréal, Nouvelle Optique, 304 p.
- Attac (2006). *Pauvreté et inégalités. Ces créatures du néolibéralisme*. Paris, Éditions Mille et une nuit. 198 p.
- Baker Collins, S. (2005). « An understanding of poverty from those who are poor », *Action Research*, vol. 3 (1), p. 9-31.
- Bédard, J. (1998). *Familles en détresse sociale*, Sillery, éditions Anne Sigier.
- Bédard, J. (2002). *Familles en détresse sociale*, Sillery, éditions Anne Sigier.
- Bennett, F. et Roberts, M. (2004). *From input to influence. Participatory approaches to research an inquiry into poverty*. York, Joseph Rowntree Foundation, 61 p.
- Boyer G., Brodeur J. M., Théorêt, B., Séguin, L., Perreault, M., Colin, C., Beauregard, D., et Deblois, S. : Étude des effets de la phase prénatale du programme Naître égaux – grandir en santé. Direction de la santé publique. Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre, 2001 (ISBN : 2-89494-304-0), 150 p.
- Bourque, M. et A. Quesnel-Vallée. (2006). « La contribution des politiques familiales à l'état de santé des parents : une évidence ? » *Lien social et politique*. 55, p. 45-52.
- Breton, M. (2002). « Empowerment practice in Canada and the United States : Restoring policy issues at the center of social work », *The Social Policy Journal*, 1(1), p. 19-34.
- Castel, R. (1994). « La dynamique des processus de marginalisation : de la vulnérabilité à la désaffiliation », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 22, p. 11-27.
- Charmillot, M. et C. Dayer (2007). « Démarche compréhensive et méthodes qualitatives : clarifications épistémologiques ». Dans *Recherches qualitatives – Hors Série – no 3*, p. 126-139.
- Châtel, V. (2003). « Agir en situation de vulnérabilité : un essai de problématisation », dans *Agir en situation de vulnérabilité*, co-éditeur : Marc-Henry Soulet et Vivianne Châtel, Laval, Presses de l'Université Laval, 2003.
- Colin, C., Ouellet, F., Boyer, G., et Martin, C. (1992). *Extrême pauvreté, maternité et santé*, Éditions St-Martin, 259 p.

Conseil de la famille et de l'enfance (2005). *Prendre en compte la diversité des familles*, Québec, 133 p.

Cox, E. O. (2001). « Community practice issues in the 21st century : Questions and challenges for empowerment-oriented practitioners », *Journal of Community Practice*, 9 (1), p. 37-55.

Dallaire M. (2002). *Cadres de collaboration des approches participatives en recherche : recensions d'écrits*. Chaire Approches communautaires et Inégalités de santé FCRSS/IRSC, Université de Montréal, 25 p.

De Singly, F. (2005). « Les disparitions de l'individu », dans *Politiques de l'individualisme. Entre sociologie et philosophie*, Co-dirigé par P. Corcuff, J. Ion et F. de Singly, Paris, Les éditions le Textuel.

Donzelot, J. et Mével (2002). « La démocratisation du social », *Lien social et politiques*, n° 48, p. 81-94.

Dubet F. (2006). « Les épreuves de l'individu », Rencontre avec François Dubet, dans *L'individu contemporain*, Paris, Éditions Sciences Humaines, p. 167-176.

Dubet, F. et D. Martucelli (1998). *Dans quelle société vivons-nous?* Paris, Éditions du Seuil, 1998, 322 p.

Foucaud, J.-B. de, et Piveteau, D. (2000). *Une société en quête de sens*. Paris, O. Jacob, 302 p.

Furtos, J. (2006). « Les dimensions psychiques de la précarité », dans La société précaire. Sommes-nous menacés ? *Sciences Humaines*, n° 168, février 2006, p. 48-49.

Giddens, A. (1987). *La constitution de la société*. PUF, Paris.

Gutierrez, L., Parsons, R. et Cox, E. (1998). *Empowerment in social work practice : A sourcebook*. Pacific Grove, California, Brooks, Cole Publishing.

Hall, B. (1981). « Participatory research, popular knowledge and power: a personal reflection », *Convergence*, 1981, 14 (3), p. 6-19.

Halpern, C. (2006). « Lorsque le provisoire dure... », *Sciences Humaines*, n° 168, février 2006, p. 34-36.

Ion, J. (2006). « La dignité, nouvel enjeu de mobilisation », *Sciences Humaines*, n° 172, juin 2006, p. 41-43.

Japel C., Tremblay R. E., et Côté S. (2005). La qualité, ça compte! Résultats de l'étude longitudinale du développement des enfants du Québec. *IRPP Choix*, 11(5).

Khanlou, N. et Peter, E. (2005). « Participatory action research: considerations for ethical review », *Social Science and Medecine*, 60, p. 2333-2340.

Lachapelle, R. en collaboration avec Denis Bourque (2008). Pratiques d'organisation communautaire en CSSS et programmes de santé publique – Rapport de recherche, Co-publication de l'ARUC-ISDC et du RQIIAC, Série Documentation et diffusion, n° 5, 92 p. (2007).

Lamoureux, J. (2001). « Marges et citoyenneté », *Sociologie et sociétés*, vol. XXXIII, n° 2 automne, p. 29-47.

Lamoureux, J. (2004). « On est des entêté(e)s. Pensez pas nous épuiser », *Lien social et politiques*, p. 29-38.

Laurin, I., René, J.-F., Dallaire, N., et Ouellet, F. (2007). « Mères et pères en contexte de vulnérabilité. Une démarche de recherche participative visant à favoriser une prise de parole en tant que parents et citoyens », dans *Problèmes sociaux*, tome III, sous la direction de H. Dorvil, Québec, Presses de l'université du Québec, p. 491-520.

Laurin, I. (2005). Sept femmes en colère. *Bulletin des Services Intégrés en Périnatalité et pour la Petite Enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité*, Direction de santé publique, Automne, n° 3, p. 1-3.

Laurin, I. et L. Garnier (2006). « La prostitution dans Hochelaga-Maisonneuve ». *Bulletin des Services Intégrés en Périnatalité et pour la Petite Enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité*, Direction de santé publique, Automne, n° 6, p. 5-7.

Lee, A. B. (2001). *The empowerment approach to social work practice. Building the beloved community*. New-York, Columbia University Press, 400 p.

Lipovetsky, G. (2006). *Le bonheur paradoxal - Essai sur la société d'hyperconsommation*, Paris, Gallimard.

McAll, C. (2008). Au cœur des inégalités sociales de santé : l'exclusion et l'inclusion comme rapports. À paraître dans *Responsabilité, justice et exclusion sociale : Quel système de santé pour quelles finalités?*, Québec, Presses de l'Université Laval.

Martucelli, D. (1999). *Sociologies de la modernité. L'itinéraire du XX^e siècle*. Paris, Gallimard, Folio Essais, 709 p.

Martucelli, D. (2002). *Grammaires de l'individu*. Paris, Gallimard, Folio Essais, 712 p.

Massé, R. (2003). *Éthique et santé publique : enjeux, valeurs et normativité*. Les Presses de l'université Laval, 413 p.

Mayer, R., Ouellet, F., Saint-Jacques, M.-C. et D. Turcotte (2000). *Méthodes de recherche en sciences sociales*, Montréal, Gaëtan Morin éditeur.

Mezirow, J. (2001). *Penser son expérience*, Lyon, Chroniques sociales, 244 p.

Ministère de Santé et des Services sociaux (2004). *Les services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité : cadre de référence*. Gouvernement du Québec.

Mullender, A. et D. Ward (1991). «Empowerment through social action group work: The « self-directed » approach», *Social work with group*, 14, 3/4, p. 125-139.

Ninacs, W. A. (1995). « Empowerment et service social : approches et enjeux ». *Service social*, 44 (1), p. 69-93.

Ouellet, F. et Laurin, I. (2004). « *Qu'en pensons-nous?* », *Un groupe de femmes de Saint-Michel s'exprime*. Direction de santé publique. Agence de la santé et des services sociaux de Montréal.

Ouellet, F., René, J.-F., Durand, D., Dufour, R. et Garon, S. (2000). « Intervention en soutien à l'empowerment ». *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 13, n° 1, 2000, p. 85-102.

Perreault, M., Boyer, G., Colin, C., et Labadie, J.-F. (2000). Évaluation de la mise en oeuvre de la phase initiale du volet prénatal de Naître égaux-Grandir en santé dans quatre CLSC de Montréal. Direction de la santé publique de Montréal-Centre, 365 p.

Rapport sur une décennie de pauvreté des enfants au Canada (2002). *L'Occasion de tenir nos promesses*, Campagne 2000, 15 p.

Ravon, B. (2005). « Pour une clinique du lien défait », dans *Travail social et « souffrance psychique »*, co-dirigé par J. Ion, F. Giuliani, C. Laval, P. Pichon, J.-B. Pommier et B. Ravon, Paris, Dunod, p. 25-58.

Reason, P. (1994). «Three Approaches to Participatory Action Research for Community Health Promotion», *Public Health nursing*, 12(4), p. 256-261.

Renault, E. (2006). *L'expérience de l'injustice*, Paris, La Découverte, 413 p.

Roelens, N. (2003). *Interactions humaines et rapports de force entre les subjectivités*, Paris, L'Harmattan, Collection « Logiques sociales ».

Soulet, M.-H. (1998). « Les raisons d'agir », dans *Urgence, souffrance, misère*, Fribourg, Éditions universitaires Fribourg, p. 9-41.

Touraine, A. (1992). *Critique de la Modernité*, Paris, Fayard, 462 p.

Touraine A. et F. Khosrokhavar (2000). *La recherche de soi : dialogue sur le sujet*. Paris, Fayard, 316 p.

Turcotte, D. et J. Lindsay (2001). *L'intervention sociale auprès des groupes*, Montréal, Gaëtan Morin Éditeur, 257 p.



BON DE COMMANDE

QUANTITÉ	TITRE DE LA PUBLICATION (version imprimée)	PRIX UNITAIRE (tous frais inclus)	TOTAL
	Qu'en pensons-nous? Des groupes de parents s'expriment <i>Une démarche de recherche participative visant à favoriser une prise de parole de parents et de citoyens en appui aux services intégrés en périnatalité et petite enfance (SIPPE)</i>	8 \$	
	NUMÉRO D'ISBN (version imprimée) 978-2-89494-691-6		
Nom			
Adresse			
	No	Rue	App.
	Ville	Province	Code postal
Téléphone			
	Télécopieur		

Les commandes sont payables à l'avance par chèque ou mandat-poste à l'ordre de la Direction de santé publique de Montréal.

Retourner à l'adresse suivante :

Centre de documentation
Direction de santé publique
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
1301, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2L 1M3

Pour information : 514 528-2400 poste 3646

**Agence de la santé
et des services sociaux
de Montréal**

Québec

